

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Les grands axes de la stratégie algérienne

La 11^e édition du Salon professionnel international des secteurs de l'énergie et des hydrocarbures à l'échelle méditerranéenne et africaine «NAPEC 2023» a ouvert ses portes lundi au Centre des conventions d'Oran, avec la participation de 500 exposants représentant 45 pays. Ce rendez-vous de l'énergie a été une occasion pour l'Algérie de présenter les grands axes de sa stratégie de transition énergétique. P 3



DISTRIBUTION DES LÉGUMINEUSES ET DU LAIT SUBVENTIONNÉ

Le ministre du commerce ordonne de renforcer le contrôle

Le ministère du Commerce renforce le contrôle sur les opérations de distribution des produits alimentaires de large consommation. Le ministre Tayeb Zitouni a donné, dimanche dernier, un ensemble d'instructions concernant essentiellement le suivi quotidien des quantités distribuées de légumineuses et l'opération de distribution des sachets de lait subventionné au niveau national.

P 2

DEMANDE MONDIALE DE PÉTROLE POUR 2023

L'OPEP relève légèrement sa prévision de croissance

L'OPEP a déclaré lundi que les fondamentaux du marché pétrolier restaient solides et a accusé les spéculateurs d'être à l'origine d'une chute des prix, tout en relevant légèrement sa prévision de croissance de la demande mondiale de pétrole pour 2023 et en s'en tenant à sa prévision relativement élevée pour 2024.

P 4

AQUACULTURE

Une production de 100 000 tonnes à l'horizon 2030



Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani a fait savoir que son secteur aspire augmenter davantage la production nationale en produits halieutiques. Il vise la production de 100 000 tonnes de poissons issus de l'aquaculture à l'horizon 2030, dont 40.000 tonnes en eau de mer et 60.000 tonnes en eau douce.

P 5

PROJET DE L'USINE FIAT

**Le taux d'avancement
des travaux dépasse
les 95%** P2

GRÂCE À LA ZLECAF

**L'Afrique peut gagner le pari
d'une industrie sucrière
intégrée et autosuffisante** P4

L'INSTITUT DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE D'ORAN

**Hausse de 30 % des
demandes de brevets
d'invention** P6

PROJET DE L'USINE FIAT

Le taux d'avancement des travaux dépasse les 95%

Le Président directeur général (PDG) de FIAT El Djazair, Hakim Boutahra a affirmé lors d'une audience que lui a accordée, dimanche, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, que le taux d'avancement des travaux du projet de l'usine FIAT à Oran avait dépassé les 95%. M. Boutahra a précisé que l'usine sera mise en service avant la fin du mois de décembre prochain, indique un communiqué du ministère. Le ministre a insisté, dans ce cadre, sur le respect des délais convenus. Il a également appelé à la révision des prix à la lumière de la forte concurrence sur le marché qui sera imposée par l'entrée de nombreuses marques et l'implantation d'usines de fabrication automobile en Algérie, ajoute le communiqué.

COMMERCIALISATION DE LA MARQUE « OPEL »

Entrée de 4000 voitures avant la fin de l'année

Le concessionnaire automobile « Halil Group » a annoncé le lancement, demain mercredi, de la commercialisation des voitures de la marque « Opel », indique un communiqué du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique. Les détails du lancement de cette opération ont été présentés lors de l'audience accordée, dimanche, par le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, au directeur exécutif de « Halil automobile » et au directeur de la marque « Opel » en Algérie, Nassim Benguergoura. Lors de cette rencontre, les trois modèles qui seront commercialisés en Algérie ont été présentés. A cet effet, M. Aoun a insisté sur la nécessité de baisser les prix proposés pour ces modèles, qu'il estime « élevés », afin qu'ils soient abordables pour la classe moyenne, appelant à rajouter d'autres modèles à des prix raisonnables. Pour sa part, M. Benguergoura a annoncé l'entrée de 4000 voitures Opel avant la fin de l'année en cours, selon le communiqué. Plusieurs autres marques seront commercialisées en Algérie « à la fin de l'année en cours », outre le lancement d'une véritable industrie automobile en vue de créer une concurrence sur le marché national qui est sous forte pression depuis plusieurs années, a ajouté la même source.

DISTRIBUTION DES LÉGUMINEUSES ET DU LAIT SUBVENTIONNÉ

Le ministre du commerce ordonne de renforcer le contrôle

Le ministère du Commerce renforce le contrôle sur les opérations de distribution des produits alimentaires de large consommation. Le ministre Tayeb Zitouni a donné, dimanche dernier, un ensemble d'instructions concernant essentiellement le suivi quotidien des quantités distribuées de légumineuses et l'opération de distribution des sachets de lait subventionné au niveau national.

Par Slimane T

L'annonce est intervenue lors d'une réunion de coordination présidée par M. Zitouni au siège de son département ministériel avec les cadres centraux du ministère, consacrée à plusieurs axes relatifs à la garantie d'un approvisionnement régulier des marchés, précise le communiqué. Lors de la réunion, M. Zitouni a insisté sur le suivi quotidien des quantités distribuées de légumineuses et des différents produits de large consommation au niveau national en vue d'assu-

rer un approvisionnement régulier des marchés. Le ministre a également mis l'accent sur l'impératif d'assurer le suivi quotidien de l'opération de distribution du lait en sachet subventionné suivant la nouvelle cartographie, après avoir relevé sa disponibilité à travers différentes wilayas, et d'œuvrer à garantir sa disponibilité et sa distribution à travers 1.541 communes tout au long de l'année. Les instructions données concernent, en outre, l'accompagnement des boulangers en vue de garantir la disponibilité du pain ordinaire aux citoyens, compte tenu de la

forte commercialisation du pain amélioré dans certaines boulangeries, selon la même source. De plus, M. Zitouni a insisté sur l'intensification du contrôle des chauffages et des appareils de détection des fuites de gaz, à travers l'établissement des listes de produits conformes aux normes par les laboratoires relevant du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations et la coordination avec les services de la protection civile pour déterminer les véritables causes des fuites de gaz, conclut le communiqué.

GROUPE TOSYALI

Production des plats laminés en 2024

Le groupe sidérurgique Tosityali entend lancer une ligne de production des plats laminés, durant le 2e semestre de l'année 2024, a indiqué, dimanche, un communiqué du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique. L'annonce a été faite lors de l'audience accordée par le ministre du secteur, Ali Aoun, au Directeur général (DG) du groupe Tosityali, dont le siège est à Oran. L'audience a permis de s'enquérir de l'état d'avancement des projets

du groupe et ses ambitions pour l'avenir, notamment en ce qui a trait à l'augmentation de la production, à l'intensification de l'activité et à l'accès aux marchés extérieurs. Lors de cette rencontre, le DG du Groupe, Alp Topcuoglu a présenté un exposé sur le projet d'extension et de diversification des produits, à travers la fabrication des plats laminés dont la ligne de production entrera en exploitation durant le 2e semestre de l'année 2024, sachant que le nombre des travailleurs atteindra 6.500

travailleurs, selon le communiqué du ministère. A cette occasion, M. Aoun a mis en avant « la nécessité d'accélérer la concrétisation de l'extension et d'augmenter le taux de production, le groupe étant considéré comme un important pôle à même de couvrir les besoins du marché en fer et en acier, conclut la même source.

R E.

AGRICULTURE

La gestion du déficit hydrique au cœur du SEVAGRO

L'amélioration de la production agricole et la gestion du déficit hydrique causé par le manque de précipitation ces dernières années, a été au cœur des préoccupations du 1er Salon National de l'entrepreneuriat vert, de l'agriculture et de l'agroalimentaire (SEVAGRO), clôturé dimanche à Tizi-Ouzou. Des opérateurs et porteurs de projets rencontrés à l'occasion de ce Salon qui a regroupé une cinquantaine d'exposants de sept wilayas, et qui a été ouvert jeudi dernier à Taouint Oulakhrih (commune de Tizi Rached), ont proposé des idées visant à augmenter et à améliorer la production agricole et aussi des solutions pour faire face au déficit hydrique. C'est le cas d'un jeune porteur d'idée innovante, diplômé de l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, Khaled Kouadri, qui a mis au point un couvoir automatique amélioré doté d'un contrôleur de CO2, ce qui permet d'améliorer le taux d'éclosion des œufs. Rencontré à l'occasion du SEVAGRO, M.

Kouadri a expliqué que son couvoir, dont le taux d'intégration est de 80% (les 20% restants représentent quelques équipements électroniques) est aussi équipé d'un extracteur d'air chaud, en plus d'un système automatique de régulation de la chaleur et de l'humidité. Cet ingénieur agronome spécialisé en nutrition a ajouté qu'ainsi amélioré, le couvoir permet de faire augmenter le taux et de réduire la fenêtre d'éclosion des œufs. « La commercialisation de ce produit devrait commencer prochainement par la mise sur le marché de couvoirs destinés à l'agriculture de montagne, il s'agira spécifiquement de petits modèles destinés pour la femme rurale, dans le cadre d'un programme de la Chambre nationale d'agriculture, d'aide à la femme rurale à travers le territoire national », a-t-il dit. Le stress hydrique a été aussi au centre des préoccupations des participants au SEVAGRO où un stand a principalement attiré l'attention des visiteurs. Celui d'un exposant, Benbara Laid, ayant ramené avec lui

des cristaux hydro-rétenteurs (qui retiennent l'eau) appelé aussi « Green Water ». Ces petits cristaux, à 99% à base de potassium, gonflent comme du gel au contact de l'humidité et retiennent l'eau au bénéfice de la plante, a expliqué à l'APS, M. Benbara, gérant d'une société d'import-export, représentant officiel en Algérie de la société étrangère qui produit ce « Green Water ». « Ce produit est fixateur hydrique utilisé pour les cas de sécheresse ou même par souci d'économie d'eau, car assurant une autonomie en eau pour les plantes et réduit l'arrosage jusqu'à 80% », a-t-il expliqué, ajoutant qu'il peut être utilisé en maraîchage, céréaliculture et arboriculture fruitière et même à petite échelle pour les plantes ornementales. Pour rappel, une cinquantaine d'exposants issus des wilayas de Tizi-Ouzou, Bejaia, Bouira, Bumerdes, Alger, Oran et Blida, participent à la première édition du SEVAGRO.

R E.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 00170000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81 Fax : 021 73 95 59 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Les grands axes de la stratégie algérienne

La 11 ème édition du Salon professionnel international des secteurs de l'énergie et des hydrocarbures à l'échelle méditerranéenne et africaine «NAPEC 2023» a ouvert ses portes lundi au Centre des conventions d'Oran, avec la participation de 500 exposants représentant 45 pays.

Par Zahir R

Ce rendez-vous de l'énergie a été une occasion pour l'Algérie de présenter les grands axes de sa stratégie de transition énergétique. Dans un discours d'ouverture de ce salon, le Secrétaire Général du Ministère de l'énergie et des Mines, Abdelkrim Aouissi, a souligné que l'Algérie a tracé un programme ambitieux pour réaliser une transition énergétique progressive, en adoptant un mix énergétique plus diversifié, comprenant toutes les énergies disponibles, moins coûteuses et plus propres. Il a également indiqué que l'Algérie poursuit ses efforts dans les activités de recherche et d'exploration, en élargissant sa base de réserves et l'augmentation de ses capacités de production, tout en améliorant le pourcentage de récupération de ses réserves d'hydrocarbures et l'amélioration et le développement des industries pétrochimiques et des transports. Tout cela s'inscrit dans le cadre du renforcement de sa position de fournisseur crédible et fiable sur le marché international, précise-t-il. Le représentant du ministre de l'Energie au NAPEC 2023 a indiqué que l'Algérie poursuit ses investissements dans le domaine des hydrocarbures, en dégagant un budget important de 42 milliards de dollars pour la période de 2023/2027, dont plus de 14 milliards de dollars alloués aux projets gaziers. Ceci montre l'importance qu'accorde l'Algérie à l'investissement dans les énergies fossiles, dont le but d'accroître la production de pétrole et de gaz. En parelle, l'Algérie travaille sur un ambitieux programme

pour les énergies renouvelables (EnR). Le SG du ministère, Abdelkrim Aouissi, a indiqué devant plus 500 participants à ce salon, que l'Algérie a lancé un important programme de développement des énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire, qui vise à atteindre une capacité totale de 15 mille mégawatts à l'horizon 2035, dont 2000 mégawatts seront prochainement réalisés par Sonelgaz. L'Algérie œuvre également, ajoute-t-il, à réduire la demande croissante en énergie, à rationaliser la consommation et à développer la filière hydrogène, dans le respect de ses engagements climatiques et en cohérence avec son programme de transition énergétique. Dans le domaine de la préservation de l'environnement, le Secrétaire général a indiqué que l'Algérie s'est pleinement engagée dans la dynamique internationale de lutte contre le changement climatique et de réduction de l'empreinte carbone, à l'image des programmes de Sonatrach visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à réduire le volume total de gaz brûlé à moins de 1% d'ici 2030. Ella a adhéré également à des initiatives telles que l'initiative visant à éliminer le torchage du gaz d'ici 2030, en plus de son investissement dans le domaine du stockage naturel du carbone d'une valeur d'un milliard de dollars dans un projet de plantation de 420 millions d'arbres en 10 ans.

La vision de Sonatrach

Pour sa part, le Pdg de Sonatrach, Rachid Hachichi, a mis en avant, dans son intervention, la vision du Groupe concernant la transition

énergétique qui s'inscrit dans sa stratégie de développement et représente à la fois une opportunité de développement et un défi futur, en sus des efforts soutenus consentis par Sonatrach dans le cadre de son programme visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à diminuer son empreinte carbone, conformément aux initiatives mondiales sur lesquelles s'aligne Sonatrach dans le cadre du plan de la Banque mondiale (BM) et de l'initiative « Zero Routine Flaring by 2030 ». Partant de cette vision, Sonatrach, en collaboration avec Sonelgaz, compte adopter l'énergie solaire pour alimenter les grandes centrales énergétiques, dans le but de réduire la consommation de gaz, d'exporter les quantités récupérées ou de les mettre à la disposition des industries pétrochimiques. Ce programme ambitieux s'inscrit dans le cadre du développement des énergies renouvelables en Algérie, pour contribuer à la production de 15.000 mégawatts à l'horizon 2035. M. Hachichi a également souligné, dans son allocution, l'importance du partenariat basé sur la complémentarité et la réalisation des intérêts communs, étant un mécanisme efficace pour relever les défis climatiques et garantir la production d'une énergie durable. Le PDG de Sonatrach a tenu, en marge de ce Salon, plusieurs rencontres avec des représentants de compagnies énergétiques mondiales participant à cet événement, avec lesquels il a évoqué les opportunités de coopération et de partenariat futur dans diverses activités liées aux hydrocarbures et aux énergies renouvelables.

NAPEC 2023 Sonatrach au rendez-vous

Sonatrach participe à la 11e édition du Salon professionnel international des secteurs de l'énergie et des hydrocarbures à l'échelle méditerranéenne et africaine « NAPEC 2023 » qui se tient à partir de ce lundi au Centre des conventions « Mohammed Ben Ahmed » d'Oran, indique un communiqué du groupe pétrolier. Organisée sous le thème « Promouvoir une transition énergétique progressive grâce à l'innovation technologique », cette 11e édition se veut un rendez-vous important pour discuter de la transition énergétique progressive et de l'avenir des énergies fossiles dans le contexte énergétique mondial, ajoute le communiqué. Outre le groupe Sonatrach et ses filiales, cette rencontre énergétique réunira les différents opérateurs activant dans le secteur pétrolier et gazier aux niveaux régional et international, ainsi que les fournisseurs de produits et de services en rapport avec le secteur de l'énergie. NAPEC 2023 débattrra de plusieurs thèmes liés à l'avenir de la transformation énergétique et de questions liées au rôle des énergies fossiles dans le futur paysage énergétique, à la lumière de l'utilisation des technologies modernes, amies de l'environnement.

MOURAD PREURE, CONSULTANT INTERNATIONAL

«Les réserves de gaz au large de Ghaza estimées à 30 milliards de mètres cubes»

Les gisements de gaz en Méditerranée orientale constituent de plus en plus un nouvel enjeu géostratégique, notamment pour l'Europe, et la forte présence de compagnies américaines, françaises, britanniques, canadiennes, en autres, en est bien la preuve si besoin. Cette donne, qui ne date pourtant pas d'aujourd'hui, serait-elle l'un des moteurs du génocide historique qui se poursuit sur Ghaza ? Selon le consultant international en questions énergétiques, Mourad Preure, « le gaz n'est plus considéré comme une bridge energy, une énergie

de transition vers un paradigme non carboné et non fossile, mais bien une énergie de destination. L'on s'oriente alors vers une géopolitique gazière qui tend vers le modèle pétrolier ». M. Preure, qui s'exprimait ce matin à l'émission L'invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio Algérienne, met l'accent sur l'importance des distances entre « les zones de production et les marchés », précisant que « le gaz va renforcer sa position dans le bilan énergétique mondial ». Il rappelle au passage que « le gaz représente 21% de la consommation énergétique

mondiale, le pétrole 34%, les deux faisant 55% ». Evoquant nombre de données et de chiffres avec force détails, M. Preure conclut à la « possibilité d'impact sur les pays européens qui sont en précarité énergétique » en raison de troubles sur les routes pétrolières et gazières (le détroit d'Ormuz qui peut être fermé vu les hostilités qui couvent dans cette région entre l'Iran et les Emirats arabes unis), le détroit de Bab El-Mandeb qui s'ouvre sur la mer rouge et là la chine est concernée puisque ses containers passent par là, et que les houtis yéménites peu-

vent compromettre le trafic », a-t-il dit avant de poursuivre que "« c'est surtout les réserves moyen-orientales qui vont peser, les découvertes qui y ont été faites sont importantes mais pas décisives ». Il précise qu'« au large de Ghaza, il y 30 milliards de mètres cubes de réserves (...) Pour référence, les exportations algériennes sont de 43 milliards de mètres cubes. Donc, ce sont des réserves relativement modestes, mais à l'échelle de Ghaza cela représenterait 700 à 800 millions de dollars ».

R E.

RISQUES MAJEURS ET GESTION DES CATASTROPHES

Une nouvelle loi en préparation

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a présenté, hier lundi, devant la Commission des Affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN), l'avant-projet de loi relative à la prévention des risques majeurs et la gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable. Soulignant que ce texte de loi intervient dans le cadre de la concrétisation des 54 engagements du président de la République, le ministre a indiqué que les objectifs de cette loi visent à

assurer un cadre de vie qualitatif et respectueux des exigences du développement durable, à préserver l'environnement, à préserver la propriété et à protéger les richesses. Dans son exposé, le ministre a souligné que ces dernières années, l'Algérie a subi de nombreuses catastrophes naturelles ayant engendré d'importants coûts pour le Trésor public. Des coûts évalués à 35 milliards de dinars par an. En effet, les dépenses publiques destinées à faire face aux catastrophes en Algérie, notamment les inondations, les séismes et les feux de forêt

ont dépassé une moyenne de 225 millions de dollars/ans durant les 15 dernières années. Ce qui nécessite une révision complète du cadre législatif relatif aux grands risques. « Les expériences antérieures ont mis en lumière les insuffisances et les carences du cadre juridique » a mis en exergue le ministre, soulignant la nécessité de « de passer d'une approche réactive et de gestion de crise à une approche prospective plus efficace et moins coûteuse ». Selon le ministre, le projet de loi contient 24 nouveaux articles et 66 articles amendés. A cet effet, la nouvelle loi prévoit de

porter de 10 à 18 la nomenclature des dangers en incluant ceux liés au changement climatique, à la cybernétique, au danger acridien et aux biotechnologies. Ainsi, le nouveau texte permet d'intégrer la gestion participative des risques, la prévention en intégrant les nouvelles technologies et la numérisation. En outre, il est question de la révision du système d'assurance contre les catastrophes naturelles et les risques majeurs, en le rendant plus attractif et flexible aussi bien lors de la souscription que de l'indemnisation.

Agence

PÉTROLE

Le Brent en légère hausse

Les prix du pétrole progressaient légèrement, lundi, poussés par le contexte géopolitique incertain, malgré les perspectives mornes pour la demande.

Vers midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier prenait 0,26% à 81,64 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en décembre, montait de 0,23% à 77,35 dollars. Selon les analystes, les inquiétudes géopolitiques restent vives. Toutefois, les prix du brut sont contenus à cause de chiffres indiquant un « repli de la demande » en essence aux États-Unis. Ils surviennent en même temps que de « mauvais » indicateurs économiques chinois, qui présagent d'une demande « au mieux, terme » de la Chine, autre grande importatrice de pétrole. R E.

SARPA

Signature d'un contrat avec une société chinoise pour renforcer les échanges commerciaux

La Société algérienne de régulation des produits agricoles (SARPA) a signé un contrat avec une société chinoise visant à renforcer les échanges commerciaux de produits agricoles, indique, dimanche, un communiqué du ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Signé par le directeur général de la SARPA, Abderrahmane Boumahdi en marge des travaux du Forum Zhejiang pour la coopération Chine-Afrique, auquel il a participé sur instruction du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, ce contrat vise à développer les échanges commerciaux à travers les opérations import-export des produits agricoles d'Algérie et de Chine, précise la même source. Le DG de la SARPA a visité plusieurs entreprises chinoises en vue d'explorer les opportunités de coopération dans le domaine agricole en général et la production des viandes blanches et rouges en particulier. Il s'agit également d'examiner les possibilités d'exporter les viandes vers la Chine. Placée sous la tutelle du ministère de l'Agriculture, la SARPA a été créée en vue de réguler la production et approvisionner le marché national en produits agricoles de large consommation, tout en exportant l'excédent de ces produits.

R E.

GRÂCE À LA ZLECAF

L'Afrique peut gagner le pari d'une industrie sucrière intégrée et autosuffisante

Alors que l'ensemble des pays africains ne produisent actuellement que la moitié de l'offre de l'Inde, le continent se trouve obligé de recourir aux importations pour satisfaire sa demande dont le rythme de croissance annuel est trois fois plus élevé que la moyenne mondiale.

Synthèse R E

La Zone libre-échange continentale africaine (Zlecaf) peut permettre à l'Afrique d'atteindre son autosuffisance en sucre, non seulement en favorisant une meilleure répartition des flux commerciaux entre les zones excédentaires et celles structurellement déficitaires, mais aussi en ayant un effet incitatif sur la production et la transformation de cette denrée alimentaire de base, souligne un rapport publié le 2 novembre par Ecofin Pro, la plateforme de l'agence Ecofin dédiée aux professionnels.

Intitulé « Le marché africain du sucre à l'heure de la ZLECAF », le rapport rappelle que la production du sucre sur le continent reste en dessous de son potentiel. L'Afrique a produit 10,9 millions de tonnes de sucre en 2019, soit environ 6% de l'offre mondiale. Ce volume représente l'équivalent de la moitié de l'offre de l'Inde. Dans la filière sucrière africaine, deux systèmes de production cohabitent, avec des écarts de productivité considérables. Le premier s'appuie sur des plantations irriguées alors que l'autre repose sur une agriculture pluviale. La production sucrière est inégalement répartie entre les sous-régions du continent. L'Afrique australe, l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Est concentrent l'essentiel de la production de sucre brut (plus de 80%). Dans la première zone, principale productrice, la dynamique est portée par l'Afrique du Sud et l'Eswatini, avec respectivement près de 2 millions de

tonnes et 700 000 tonnes durant la saison 2020/2021.

En Afrique du Nord, c'est l'Égypte et le Maroc qui portent l'industrie. Le pays des pharaons est le premier producteur africain de sucre grâce à une offre d'environ 2,8 millions de tonnes en 2020/2021. Du côté de l'Est, on retrouve la Tanzanie, Maurice, le Kenya et l'Ouganda.

Une demande en hausse de 3% par an

Tirée par l'expansion démographique, la hausse de l'urbanisation et l'évolution des modes alimentaires accompagnant l'émergence de classes moyennes, la demande africaine de sucre a progressé à un rythme annuel de près de 3% sur les cinq dernières années contre une moyenne mondiale d'environ 0,7%. Chaque année, le continent absorbe plus de 20 millions de tonnes de sucre, réparties essentiellement entre l'usage agroalimentaire (boissons sucrées, confiseries, produits laitiers, etc.), l'usage industriel non alimentaire (pharmacie et biocarburants) et le sucre de bouche.

Cette consommation est largement satisfaite par des importations réalisées principalement sous forme brute pour le raffinage depuis le Brésil, la Thaïlande ou l'Inde. La denrée est ainsi devenue entre 2010-2019, le troisième produit agricole le plus importé par les pays africains derrière les céréales et les huiles & graisses, pour une valeur de 6,4 milliards de dollars.

DEMANDE MONDIALE DE PÉTROLE POUR 2023

L'OPEP relève légèrement sa prévision de croissance

L'OPEP a déclaré lundi que les fondamentaux du marché pétrolier restaient solides et a accusé les spéculateurs d'être à l'origine d'une chute des prix, tout en relevant légèrement sa prévision de croissance de la demande mondiale de pétrole pour 2023 et en s'en tenant à sa prévision relativement élevée pour 2024. Le prix du pétrole s'est affaibli pour atteindre environ 82 dollars le baril de Brent, alors qu'il avait atteint en septembre un sommet de 98 dollars pour l'année 2023. Les inquiétudes concernant la croissance économique et la demande ont pesé sur les prix, malgré le soutien apporté par les réductions de l'offre de l'OPEP et de ses alliés, et les conflits au Moyen-Orient. Dans un rapport mensuel, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a toutefois déclaré que le marché était sain malgré des « sentiments négatifs exagérés », citant les fortes importations chinoises, les risques mineurs de baisse de la croissance économique et un marché physique du pétrole robuste. « Les données récentes confirment la solidité des grandes tendances de la croissance mondiale et la bonne santé des

fondamentaux du marché pétrolier », a déclaré l'OPEP dans un article de fond au début de son rapport. « Les prix du pétrole ont eu tendance à baisser ces dernières semaines, principalement sous l'impulsion des spéculateurs des marchés financiers », ajoute la même source. Dans le rapport, l'OPEP a revu à la hausse ses prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole en 2023 à 2,46 millions de barils par jour (bpj), soit 20 000 bpj de plus que la prévision précédente. En 2024, l'OPEP prévoit une augmentation de la demande de 2,25 millions de bpj, inchangée par rapport au mois dernier. La levée des restrictions liées à la pandémie en Chine a contribué à l'augmentation de la demande de pétrole en 2023. L'OPEP a toujours prévu une croissance plus forte de la demande pour l'année prochaine que d'autres prévisionnistes tels que l'Agence internationale de l'énergie. L'OPEP et ses alliés, connus sous le nom d'OPEP+, réduisent leur production depuis la fin de 2022 pour soutenir le marché. Toutefois, le rapport de l'OPEP indique également que la production de pétrole de

Alors que les échanges intra-africains de sucre se font actuellement surtout à l'échelle des Communautés économiques régionales, le rapport indique que la Zlecaf est riche en opportunités pour l'industrie sucrière africaine. D'autant plus qu'elle porte la promesse de former un marché commun de 1,3 milliard de consommateurs et dont le PIB cumulé avoisine 3000 milliards de dollars. Ce marché commun peut avoir un effet incitatif sur la production. Ayant la possibilité d'aller au-delà de leur marché intérieur, les fournisseurs pourront engager des investissements non seulement au niveau de leur foyer de production, mais aussi au niveau des Communautés économiques régionales avec des économies d'échelle possibles. Une telle dynamique au niveau transfrontalier pourrait avoir des impacts positifs comme la création d'emplois, le développement des chaînes de valeur régionales pour le sucre, le transfert des technologies appropriées ou de savoir-faire entre pays. La capacité domestique de transformation devrait enregistrer son côté un fort développement dans un contexte d'intégration régionale. Le Nigeria, l'Algérie et le Maroc devraient être en tête des pays qui profiteront de cette hausse de la capacité de raffinage. La Zlecaf pourrait également favoriser une accélération du commerce intra-africain du sucre et conduire à une meilleure répartition des flux commerciaux entre les zones dégageant un excédent de production et celles qui sont structurellement déficitaires.

L'OPEP a augmenté en octobre malgré les promesses de réduction de l'offre, grâce à des augmentations en Iran, en Angola et au Nigéria. Elle est augmenté de 91.000 barils par jour (bpj) pour atteindre 22,891 millions de bpj. Dix pays de l'Opep, membres de l'Opep+, devaient réduire leur production de 1,273 million de bpj pour atteindre 25,416 millions de bpj dans le cadre de l'accord à partir d'octobre 2022. En octobre, la production réelle de ces pays s'est élevée à 22,891 millions de bpj, soit 2,525 millions de bpj de moins que le niveau prévu par l'accord Opep+. Cependant, les paramètres de l'accord Opep+ ne tiennent pas compte des réductions volontaires de la production auxquelles un certain nombre de pays Opep+, y compris certains pays de l'Opep, adhéreront à partir de mai 2023 jusqu'à la fin de 2024. Ces réductions totalisent 1,66 million de bpj. Par ailleurs, l'Arabie saoudite réduira sa production d'un million de bpj supplémentaire à partir de juillet jusqu'à la fin de l'année 2023.

Par Z R/Agence

AQUACULTURE

Une production de 100 000 tonnes à l’horizon 2030

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani a fait savoir que son secteur aspire augmenter davantage la production nationale en produits halieutiques. Il vise la production de 100 000 tonnes de poissons issus de l’aquaculture à l’horizon 2030, dont 40.000 tonnes en eau de mer et 60.000 tonnes en eau douce.

Par Sirine R.

Le ministre a affirmé dans une déclaration à la presse, en marge d'une réunion de coordination avec une délégation du Conseil supérieur de la Jeunesse (CSJ), que tous les mécanismes réalistes et économiques permettant la concrétisation de ces objectifs sont déployés. Pour cela, des mesures incitatives sont prévues dans le cadre du projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2024, visant à encourager l'investissement dans la filière de l'aquaculture d'eau douce. D'ailleurs, une prime incitative est proposée au profit des producteurs de tilapia. Le ministre a indiqué qu'une prime incitative a été proposée dans le cadre du PLF 2024 estimée à 50 DA/kg de tilapia produit lo-

calement, une mesure visant à encourager les entrepreneurs et les jeunes à investir dans cette filière. En plus de cette prime, poursuit le ministre, les entrepreneurs bénéficieront de l'accompagnement des services du ministère dans les différentes étapes y compris la commercialisation. L'aquaculture bénéficiera de plusieurs incitations et avantages fiscaux au profit des investisseurs dans le nouveau PLF, notamment l'exonération des droits douaniers et l'application du taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour l'importation des aliments de l'aquaculture, selon les explications fournies. Autres mesures proposées, l'exonération de la TVA dans les ventes de tilapia par les producteurs locaux et l'application du taux réduit de TVA à 9% dans la vente de

ce type de poisson par les transformateurs. A cette occasion, M. Badani a mis en exergue «l'importance majeure qu'accorde les pouvoirs publics à l'implication des jeunes et à leur accompagnement dans le développement de son secteur, étant une de ses plus importantes composantes», relevant que «l'âge d'environ 60% de marins ne dépasse pas les 40 ans». Dans le même contexte, le ministre a fait état d'une augmentation du nombre de projets d'aquaculture, marine et continentale, au cours de l'année en cours, atteignant 127 projets, dont la majorité dirigés par des jeunes. Dans le domaine de la formation, le nombre d'étudiants formés a atteint 12.515 étudiants, et ce, dans les différentes filières de la pêche et de l'aquaculture, dont 2.092 formés dans le domaine de la pisci-

culture intégrée à l'agriculture, notamment l'élevage du tilapia rouge, selon le ministre. Lors de cette rencontre de coordination, les deux parties ont convenu de signer, dans les jours à venir, un accord-cadre entre le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques et le Conseil supérieur de la jeunesse, prévoyant la création des commissions locales de prise en charge des préoccupations des jeunes. Cet accord-cadre a, également, pour objectif d'intensifier la coordination et de renforcer la coopération entre les deux parties, afin d'assurer un meilleur accompagnement des jeunes, notamment en termes de formation et d'investissement, et de fournir l'orientation et le soutien nécessaires à la réussite de leurs projets liés à la pêche et à l'aquaculture.

DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT

Vers la création d’un centre au sein de l’ENSA

L'Ecole nationale supérieure agronomique (ENSA) prépare la création d'un centre de développement de l'entrepreneuriat, dans l'objectif de développer davantage l'esprit entrepreneurial chez les étudiants tout au long de leur cursus universitaire, a annoncé dimanche à Alger, un responsable de l'école. "Le centre aura pour mission d'organiser des formations et des ateliers de réflexions à l'intention des étudiants, afin de développer leur esprit entrepreneurial", a expliqué le professeur Ali Daoudi, directeur adjoint chargé de la formation doctorale et de la recherche à l'ENSA, à l'occasion du lancement de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat. Ce dispositif, a-t-il ajouté, permettra également de mettre en contact les étudiants innovateurs avec des entreprises, des bailleurs de fonds ainsi que les différentes institutions publiques

chargées de la promotion et du financement des jeunes porteurs de projets. Toujours dans le cadre de la promotion de l'entrepreneuriat chez les jeunes étudiants, l'ENSA vient de lancer "le Café des affaires" qui permettra d'organiser mensuellement des séances BtoB entre les étudiants porteurs de projets et les chefs d'entreprises qui auront l'occasion de repérer les jeunes compétences, a indiqué le même responsable. "Cette espace d'échanges devrait renforcer les ponts entre notre école et le monde de l'entreprise, en permettant à l'étudiant de concrétiser ses idées et les mettre en pratique", a-t-il fait valoir. Dans ce contexte, il a annoncé l'intention de l'école de réformer ses programmes d'enseignement, en assurant que la promotion de l'entrepreneuriat et la pratique sur le terrain

"seront au coeur de cette réforme". Pour sa part, Manal Nechar, responsable de l'incubateur ENSA (ENSA-Incubator), a mis en avant le rôle de cet incubateur universitaire d'affaires dans la valorisation des produits de la recherche et l'accompagnement des porteurs de projets innovants dans le domaine de l'agriculture, l'agroalimentaire et l'environnement, jusqu'à la création de leur entreprises. L'événement a été l'occasion pour présenter des projets encadrés par l'ENSA-Incubator, parmi lesquels figure DiépLait, une gomme de caroube réalisée par deux jeunes ingénieurs agronomes, à partir des graines du caroubier. "La fabrication locale de ce produit bio permet de réduire les importations en cette matière largement utilisée dans l'agroalimen-

taire, le cosmétique et l'industrie pharmaceutique", ont-elles fait valoir. Se référant aux chiffres officiels, elles ont affirmé que la facture des importations nationales en gomme de caroube et ses dérivés avoisine les 12 millions de dollars. La cérémonie de lancement de la Semaine internationale de l'entrepreneuriat a été également l'occasion pour la remise des attestations aux lauréats de "l'ENASA-Incubator challenge" organisé en juin 2023 à l'école. Les projets sélectionnés portaient sur les engrais bio, les plastiques biodégradables (à base d'extrait d'algues), l'arrosage fertilisant et automatique des arbres et les produits agroalimentaires sains sans gluten destinés pour les personnes atteintes de maladies coeliakues.

R E.

TRAVAUX PUBLICS

Appel à valoriser l’expérience algérienne dans des projets en Afrique

Les participants à une rencontre sur les perspectives de partenariat entre l'Algérie et les autres pays d'Afrique dans le secteur des travaux publics, ont appelé dimanche à Alger, à la valorisation de l'expérience algérienne acquise dans ce domaine, en réalisant des projets communs. Dans ce cadre, Ferhat Rabahi, président de l'Association nationale des ingénieurs de l'Ecole nationale supérieure des travaux publics (ENSTP), qui a organisé la rencontre, a plaidé lors de son intervention, pour la mise à profit de la "grande expérience" acquise sur le plan nationale, en vue de concrétiser des projets de partenariat d'envergure dans les autres pays d'Afrique, à l'instar des voies ferrées et les autoroutes. Il a souligné dans ce sens le rôle de la coopération entre les bureaux d'études algériens et africains spécialisés dans les travaux publics afin

d'impulser une nouvelle dynamique dans les projets relevant du secteur. En outre, les échanges entre les anciens ingénieurs algériens et d'Afrique formés à l'ENSTP d'Alger devraient également booster la coopération entre l'Algérie et les autres pays africains dans le secteur des travaux publics. De son côté, le président de l'Association routière algérienne (ARAL), Farouk Chiali a rappelé que l'Algérie disposait d'"importantes" potentialités, humaines et matérielles, dans le domaine des travaux publics avec une "énorme" capacité de réalisation des projets notamment les ouvrages d'art et les routes. L'ancien ministre des Travaux publics a relevé également que l'Algérie a fait ses preuves dans la réalisation des infrastructures portuaires et aéroportuaires. Ce qui fera du pays, a-t-il conclu, "un partenaire clé" dans la réalisation des

projets de développement durable en Afrique. Soulignant l'importance de la formation dans le génie civil, le chef de cabinet du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, Mohamed Mahidine, a affirmé que l'ENSTP demeure l'un des principaux établissements de formation "de qualité" d'ingénieurs, au niveau national et africain. Il a d'autre part, réitéré le soutien du ministère aux activités de l'association qui œuvre au renforcement des liens d'échanges entre les ingénieurs de différents horizons pour créer un environnement propice pour le partage des idées et des expériences. De son côté, le Secrétaire général du comité de liaison de la route transsaharienne (CLRT), Mohamed Ayadi, a relevé l'importance des projets communs, notamment la route transsaharienne

traversant, en plus de l'Algérie, la Tunisie, le Mali, le Niger, le Nigeria et le Tchad. "Cette voie terrestre devra impulser une nouvelle dynamique économique à travers les échanges commerciaux inter-africains", a-t-il soutenu. Il a plaidé à la mise en place de commissions regroupant des responsables des transports, des finances et du commerce des pays concernés, pour transformer cette infrastructure routière en un "véritable corridor économique africain". Le responsable du département des infrastructures de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), Sidi Maiga, a pour sa part, appelé à nouer des partenariats "solides" axés notamment sur la collaboration entre les bureaux d'études algériens et pays subsahariens dans le domaine des travaux publics.

ALGER

La place de la Pêcherie érigée en Promenade

Le wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabehi a inspecté, dimanche, l'aménagement et la réalisation de plusieurs projets au niveau de la capitale, indique un communiqué des services de la wilaya d'Alger. A cette occasion, Rabehi s'est enquis des travaux en cours au niveau des galeries situées sur le front de mer (Alger-centre) ainsi que des travaux d'aménagement de la place de la Pêcherie qui sera érigée en Promenade. Il a, également, mis l'accent sur la nécessité d'accélérer la cadence des travaux et l'élaboration d'études relatives à la place de la Pêcherie tout en respectant les délais de livraison impartis. Rabehi s'est rendu, par la même, à la vieille Casbah pour s'enquérir des travaux d'aménagement du Café Malakoff, lieu de rencontre des artistes durant la Guerre de libération, se félicitant de la qualité et de la cadence des travaux notamment la rénovation des ruelles et passages situés dans cette zone, conclut le communiqué.

BECHAR

L'EPH de Béni-Ounif se dote d'un service spécialisé en chirurgie générale

Un service médical spécialisé en chirurgie générale doté d'une unité dédiée aux interventions chirurgicales, a été récemment ouvert aux patients au niveau de l'établissement public hospitalier (EPH) « Mezrag Djelloul », du chef lieu de la commune frontalière de Béni-Ounif, dans la wilaya de Bechar, a-t-on appris lundi des responsables de la direction du secteur de la santé. Ce service médical qui dispose d'équipements ultramodernes, va permettre désormais aux équipes de chirurgiens et autres personnels paramédicaux du même établissement de santé, d'effectuer sur place les différentes interventions chirurgicales, au lieu d'évacuer comme par le passé les patients vers les hôpitaux du chef lieu de wilaya, a précisé le directeur du secteur Boukhiar Mansour. Cette nouvelle réalisation, qui vient ainsi renforcer la prise en charge des patients des zones frontalières de cette partie de la wilaya notamment ceux des localités éloignées du chef lieu de la commune à savoir Gue-trani, Rosf Ettayba, Fendi, Ouled Lakhdar ainsi que ceux des zones nomades et éparses de Oued-Namous, a été ouverte au titre des efforts de développement et de promotion du secteur à travers la wilaya, a-t-il expliqué. Mis en service à la fin de l'année 2021, l'EPH « Mezrag Djelloul », d'une capacité de 60 lits est équipé de plusieurs services médicaux dont la radiologie et échographie, médecine générale, urgences médico-chirurgicales, laboratoire d'analyses médicales et d'autres prestations nécessaires à la prise en charge adéquates des patients de cette région frontalière, a-t-on fait savoir. Cette structure hospitalière publique a permis depuis sa mise en service d'améliorer la prise en charge des patients dans la région, et de désengorger les autres établissements hospitaliers du chef lieu de wilaya.

L'INSTITUT DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE D'ORAN
Hausse de 30 % des demandes de brevets d'invention

Le nombre de demandes de brevets d'innovation déposés à la Direction régionale de l'Institut national de la Propriété industrielle d'Oran, en 2022, a augmenté de 30 %, par rapport aux années précédentes, a-t-on appris dimanche de la chargée des études de cette direction régionale, Zahera Bouali.

Mme Bouali a souligné, lors d'une rencontre sur l'entrepreneuriat tenue à l'occasion de la Semaine mondiale de l'Entrepreneuriat, que la Direction régionale de l'Institut national de la propriété industrielle d'Oran a reçu, courant 2022, des centaines de demandes d'enregistrement de brevets d'innovation, dont la plupart proviennent d'étudiants d'établissements universitaires de la wilaya, bénéficiant de la décision 75/12 portant (certificat-Startup/certificat-brevet d'innovation), qui vise à encourager les étudiants à entrer dans le monde de l'entrepreneuriat. Elle a mis l'accent sur le rôle "important" joué par l'Institut national de la propriété industrielle au service des enseignants, chercheurs, étudiants et dans la valorisation des résultats de recherches lors de leur parcours de recherche et cursus d'études, la protection de leur innovation dans le pays par l'enregistrement des brevets d'innovation ou à l'étranger avec l'extension de la protection au niveau international. De son côté, le Directeur de l'Ecole supérieure d'ingénierie électrique et énergétique d'Oran, Pr Khalfi Mohamed Fayçal, a souligné le grand rôle de l'établissement qu'il supervise dans le domaine du développement de l'esprit entrepreneurial chez les étudiants, en raison de la nature des spécialités dispensées, qui sont directement liées au monde du travail et de l'entreprise, et qui ont commencé à porter leurs fruits, à la fin de la dernière année universitaire, avec l'adhésion de dix étudiants dans le programme (Certificat-Startup/Certificat-Brevet), un nombre qui devrait quadrupler d'ici la fin de l'année universitaire en cours. Il a ajouté que l'Ecole supérieure d'ingénierie électrique et énergétique enseigne cinq spécialités pour obtenir un certificat d'ingé-



nieur, qui permet à son titulaire d'entrer facilement dans le monde de l'entrepreneuriat et des affaires, à savoir les machines électriques, les réseaux électriques, le contrôle électrique, l'automatisation et l'énergie. Pr Mustapha Karim Benabadji, Directeur adjoint de l'Ecole supérieure d'ingénierie électrique et énergétique, a noté de son côté que l'école a réussi, au cours de l'année écoulée, à mener à bien un projet de recherche pour l'obtention d'un certificat de startup, permettant de produire un "sac électrique" comme outil pédagogique pour l'enseignement aux étudiants de la spécialité électrique. "Il est actuellement utilisé au niveau scolaire et est en cours d'utilisation. Nous œuvrons à

la production d'autres modèles destinés à être utilisés pédagogiquement par des établissements d'enseignement supérieur spécialisés dans le même domaine", a-t-il fait savoir. Cette rencontre de trois jours, organisée par l'Ecole Supérieure des Sciences Biologiques d'Oran, en coordination avec l'Ecole Supérieure d'Ingénierie Electrique et Energétique d'Oran, comprend la présentation d'un ensemble d'interventions d'enseignants, de chercheurs et de responsables d'institutions financières publiques, en plus de la participation de diplômés de l'université, qui présentent leurs expériences réussies dans le monde de l'entrepreneuriat.

UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU

Pas moins de 86 projets innovants réalisés

Pas moins de 86 projets innovants ont bénéficié de l'accompagnement de l'Université Mouloud-Mam-meri de Tizi-Ouzou (UMMTO), a indiqué, dimanche, la responsable du Centre d'appui à la technologie et l'innovation (CATI) de cette université. S'exprimant à l'occasion de la célébration de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, Nouara Hamlil a affirmé que

«86 projets innovants ont bénéficié du suivi, de la formation et de l'orientation des organismes de l'UMMTO, depuis le lancement l'année dernière de ce dispositif d'accompagnement». Les promoteurs d'une quinzaine de ces projets ont même déposé des dossiers pour l'obtention de leurs brevets d'invention auprès de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI), a ajouté la même res-

ponsable. Deux projets ont, par ailleurs, obtenu leur brevet de labellisation tandis que les autres sont en attente d'étude de leurs dossiers ou sont orientés, pour ceux ne présentent pas le degré d'innovation requis, vers le Centre d'appui à l'entrepreneuriat (CDE) de la même université. Par ailleurs, et également à l'occasion de la célébration de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, une campagne de sensibilisa-

tion et d'in[1]formation sur les différents aspects réglementaires et commerciaux liés à l'entrepreneuriat, classique et innovant, sera organisée par l'UMMTO. «Il sera question de start-up, d'in[1]novation, de labellisation et aussi de protection intellectuelle des inventions et des projets», a expliqué, pour sa part, l'enseignant chercheur et responsable du CDE de l'UMMTO, Abderrahmane Sedikki.

BECHAR

Projet de plantation d'une bande verte sur la double voie vers l'aéroport

Un projet de plantation d'une bande verte de 10.500 mètres-linéaires à proximité de la double voie routière menant vers l'aéroport "Boudghene Ben Ali Lotfi", de Bechar, sera prochainement lancé, a-t-on appris dimanche auprès de la conservation des forêts (CF). Ce projet dont le financement sera assuré par le fonds commun des collectivités locales (FCCL), est retenu au titre du programme 2023/2025, ayant trait aux travaux des aires publiques et des espaces verts à travers les collectivités locales, a précisé à l'APS, la chargée de communication au secteur des forêts Bencherif Khadija. Plusieurs arbres de diverses espèces forestières et d'ornement seront ainsi plantés au titre de cette opération, qui s'inscrit dans le cadre des efforts de lutte contre la désertification, a-t-elle expliqué. En

marge de ce projet, une vaste opération de plantation d'arbustes sur les côtes de la même structure routière, a été récemment concrétisée au titre de l'initiative "Algérie-Verte", organisée avec la participation du bureau local du forum national de la société civile et du renforcement de l'unité nationale, de plusieurs associations locales, a ajouté la même source, précisant qu'il a été procédé à la mise en terre d'une centaine d'arbustes. Auparavant, plus de 5.000 arbres de diverses espèces forestières et fruitières ont été également plantés durant la saison 2022/2023 à travers la wilaya de Béchar, et ce dans le cadre des opérations de lutte contre la désertification, a-t-on conclu.

RÉINDUSTRIALISATION

Tout miser sur les « industries du futur » est une erreur

La désindustrialisation de la France est désormais reconnue par la grande majorité de la classe politique comme un problème majeur pour notre économie, en raison de la perte d'emplois industriels, de notre déficit extérieur et des relations de dépendance dans lesquelles elle place notre pays vis-à-vis du reste du monde.

Par Benjamin Brice

Depuis la crise sanitaire, du plan de relance au plan France 2030 en passant par les sommets « Choose France », Emmanuel Macron multiplie les annonces de nouveaux sites industriels. Si le déclin de l'industrie française semble enfin s'être arrêté, la spécialisation sur des industries de pointe néglige d'autres secteurs tout aussi stratégiques et empêche de reconstituer un tissu industriel global. Pour l'essayiste Benjamin Brice, auteur de *L'impasse de la compétitivité* (Les liens qui libèrent, 2023) cette focalisation sur les « industries du futur » est une erreur. Extrait.

Après des décennies de déclin, n'assiste-t-on pas enfin à la progressive réindustrialisation du pays ? Hélas, nous en sommes encore très loin. Certes, depuis le choc de la pandémie, nos dirigeants ont pris conscience de notre vulnérabilité. Emmanuel Macron affirmait en mars 2020 que « déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie au fond à d'autres est une folie ». Mais où sont donc les mesures structurantes capables de nous sortir de l'ornière ?

Mis à part quelques projets de relocalisation, notamment pour le paracétamol, nos dirigeants restent en réalité prisonniers de leur logique de compétitivité. À leurs yeux, l'urgence serait d'exporter davantage, car rien ne servirait de se battre pour des industries où nous sommes concurrencés par des pays avec un faible coût de la main-d'œuvre. Quand Emmanuel Macron parle de réindustrialisation, il pense aux batteries, à l'hydrogène ou au « Plan Quantique », certainement pas à ce qu'il dénigrait comme des « secteurs en difficulté » (août 2020). Un conseiller de Bruno Le Maire exprimait franchement les choses en novembre 2021 : « L'avenir industriel n'est pas dans le masque ou dans la fringue, mais dans la montée en gamme [1] ».

Tout le monde, ou presque, semble avoir enfin compris l'importance de l'industrie pour l'économie d'un pays ; l'illusion d'une société sans usine s'est à peu près dissipée. Cependant, nos dirigeants ne sont pas du tout sortis de la logique d'intégration accrue de la France à la mondialisation, avec montée en gamme et spécialisation dans quelques domaines à forte valeur ajoutée (en particulier l'aéronautique et le luxe). C'est-à-dire la logique qui nous a fait abandonner naguère, sans trop de remords, le cœur même de notre appareil industriel... Avec pour résultat de nous avoir rendus aujourd'hui tellement dépendants des importations pour notre consommation intérieure.

L'investissement dans les domaines industriels de pointe est certainement nécessaire et l'exécutif a raison d'y consacrer moyens et énergie (à condition d'intégrer les contraintes géopolitiques et environnementales dans l'équation) ; toutefois, ce n'est pas cela qui permettra de compenser demain la hausse tendancielle de nos besoins extérieurs pour les industries de base. Ne nous le cachons pas, notre spécialisation est structurellement déficitaire.

Quand on additionne le surplus dans l'aéronautique (+ 23 milliards en 2022), dans les



produits agricoles et les boissons (+ 21 milliards), dans les parfums et cosmétiques (+ 15 milliards) et dans les produits pharmaceutiques (+ 3 milliards), cela permet à peine d'équilibrer le déficit pour l'automobile (- 20 milliards), pour les machines (- 11 milliards) et pour tous les matériaux : bois, plastique, caoutchouc et produits de la métallurgie (- 34 milliards). Rajoutons également le secteur du tourisme – qui se trouve dans les services – dont le solde positif fait contrepoids au solde négatif du secteur textile (- 11 milliards). Mais, après cela, il reste encore à régler le déficit pour les appareils numériques (- 22 milliards), pour les équipements électriques (- 11 milliards), pour les meubles (- 7 milliards), pour les fruits et les légumes (- 4 milliards), pour la viande et le poisson (- 7 milliards), pour les jouets et les articles de sport (- 4 milliards), et ainsi de suite. Tout cela sans même évoquer la facture énergétique, qui a été en moyenne de 50 milliards d'euros dans les années 2010 et a atteint 115 milliards d'euros en 2022 d'après les Douanes et la Banque de France !

Notre spécialisation dans quelques secteurs à très forte valeur ajoutée ne contrebalance pas du tout la perte de notre base manufacturière. Et notre déficit commercial structurel finit par nous rendre de plus en plus dépendants des financements étrangers. Certes, le débat médiatique est monopolisé par la question de l'endettement public. Mais le plus important, en termes de stabilité et de résilience, est notre endettement par rapport au reste du monde. En 20 ans seulement (2002-2022), la position extérieure nette de la France – soit la différence entre les actifs et les dettes des résidents français vis-à-vis de l'étranger – est passée de + 6 points de PIB à - 27 points selon Eurostat. Il y a là une vraie source de vulnérabilité.

Cette situation est d'autant plus dangereuse qu'elle s'entretient elle-même, puisque les différentes industries sont liées les unes aux autres. D'un côté, les pays disposant des industries de base cherchent peu à peu à remonter la chaîne de valeur (en amont et en aval). De l'autre, il est difficile de maintenir des industries de pointe performantes dans un territoire où l'on maîtrise de moins en moins la fabrication des pièces et des machines indispensables à leur fonctionnement. Ambitionner de produire de l'hydrogène vert est une chose, mais il faut aussi avoir la capacité de construire les équipements de production de ce vecteur énergétique, les infrastructures de transport qui vont avec et les camions qui utiliseront ce

gaz pour rouler [2]. Il paraît difficile de prendre pied dans les technologies de pointe sans revitaliser en parallèle le tissu industriel français, avec son écosystème de PME.

Quant à la création d'emplois, la stratégie actuelle n'a pas encore produit de miracle. Voici les chiffres. Entre le 2^e trimestre 2017 et le 4^e trimestre 2022, la France a créé 90 000 emplois salariés dans l'industrie, alors qu'elle en avait détruit plus de 500 000 dans les dix années précédentes. Cela est évidemment un progrès dont il faut se réjouir. Cependant, cela n'empêche pas l'industrie de reculer encore dans l'emploi total (- 0,5 point au cours de la période), car l'industrie ne représente qu'une toute petite partie des créations d'emplois salariés. De plus, il faut noter que les emplois créés se concentrent dans l'industrie agroalimentaire et dans la gestion de l'eau et des déchets. Si l'on s'intéresse à l'industrie de fabrication – un secteur qui représente selon les douanes les trois quarts des échanges commerciaux de la France, y compris l'énergie –, la hausse n'est que de 15 000 postes, soit + 0,7 % en presque six années d'après l'INSEE.

En résumé, la France est sortie de la phase de désindustrialisation accélérée qu'elle a connue au cours des décennies précédentes, même s'il faut se montrer prudent, car il reste à mesurer l'impact sur la localisation des unités de production de la hausse du coût de l'énergie et des mesures protectionnistes américaines. Néanmoins, nous sommes très loin d'assister à une réindustrialisation du pays, comme l'indiquent assez clairement le léger recul de l'emploi industriel (en valeur relative) et la dégradation du solde manufacturier.

En concentrant toute l'attention sur les exportations – et plus précisément sur les exportations à forte valeur ajoutée –, les politiques de compétitivité nous enferment dans une impasse, car le véritable potentiel en termes d'emplois et de déficit commercial, mais aussi en termes de résilience et de diminution de notre empreinte écologique, se trouve du côté des importations. Ce dont la France aurait besoin pour se redresser, c'est de la relocalisation d'une partie de la consommation des ménages, des administrations publiques et des entreprises.

Beaucoup d'économistes, inquiets face à la remise en cause du libre-échange, insistent sur les bénéfices matériels de notre insertion dans le marché mondial : « La mondialisation permet d'accroître le pouvoir d'achat des consommateurs en faisant baisser les prix et en accroissant la qualité des produits. » [3] Voilà une réalité qu'il ne faut cer-

tainement pas négliger : une éventuelle relocalisation d'activités industrielles porterait atteinte à notre volume de consommation matérielle et obligerait à rompre avec notre obsession des prix bas. Toutefois, il est d'autres réalités dont on doit également tenir compte si l'on entend juger les choses de manière raisonnable.

D'abord, notre abondance matérielle se paie au prix fort. Notre économie devient de plus en plus dépendante du reste du monde, pour l'importation de biens et pour le financement du déficit qui en découle. En parallèle, cette abondance s'accorde assez mal avec nos objectifs écologiques et ne nous prépare pas du tout à un monde dans lequel un certain nombre de ressources vont probablement devenir plus rares et plus chères. Ensuite, en dépit de notre abondance matérielle, le pouvoir d'achat est devenu la préoccupation numéro un de la population française, surtout dans les classes populaires. C'est peut-être le signe qu'il y a un vice quelque part ! À force de tout miser sur les prix bas, les importations ont remplacé la production locale, ce qui détruit des emplois dans les territoires, augmente les besoins de transferts et joue à la baisse sur les salaires. Le consommateur y a gagné en volume de consommation, c'est indéniable, mais le travailleur est soumis à une très forte pression, au nom de la compétitivité, le locataire des métropoles a du mal à se loger et le contribuable voit son imposition non progressive s'alourdir. Au bout d'un certain temps, même le consommateur ne s'y retrouve plus, car l'écart entre ce que la société le pousse à acquérir – notamment via la publicité – et ce qui lui reste à la fin du mois devient énorme et alimente l'insatisfaction. En abandonnant la définition de nos besoins de consommation au marché mondial, on crée finalement un engrenage de surconsommation qui nous endette vis-à-vis du reste du monde tout en multipliant les frustrations.

Source : LVSL.fr

Notes :

[1] Poursuit-on la chimère d'une restauration de l'industrie d'antan ou prépare-t-on la transition vers l'industrie du futur ? Elie Cohen, Souveraineté industrielle, vers un nouveau modèle productif ?, Odile Jacob, 2022.

[2] Anaïs Voy-Gillis dans le podcast *Sismique*, « Industrie : le déclin français, et après ? » (2^e partie), 28/02/2023.

[3] Xavier Jaravel et Isabelle Méjean, « Quelle stratégie de résilience dans la mondialisation ? », Note du Conseil d'analyse économique, no 64, avril 2021, p. 11.

ARABIE SAOUDITE

La SaudiEnergy PC lance un concours pour 4 projets d'énergie solaire

La SaudiEnergyProcurementCompany a annoncé l'ouverture à la concurrence pour 4 nouveaux projets de production d'électricité à partir de l'énergie solaire, dans le cadre de la cinquième phase des projets du Programme national des énergies renouvelables, supervisé par le ministère de l'énergie solaire. Les projets, d'une capacité totale de 3.700 mégawatts, comprennent : le projet Al-Sadawi, dans la province orientale, d'une capacité de 2.000 mégawatts, le projet Al-Massa, dans la région de Hail, d'une capacité de 1.000 mégawatts, et le projet Le projet Al-Hanakiya (2), dans la région de Médine, d'une capacité de 400 mégawatts, et le projet Rabigh 2, dans la région de La Mecque Al-Mukarramah, d'une capacité de 300 mégawatts. L'introduction de ces projets s'inscrit dans le cadre du Programme National des Énergies Renouvelables, qui vise à accroître la contribution des sources d'énergie renouvelables et à augmenter la part du gaz pour atteindre le mix énergétique optimal pour la production d'électricité, et à remplacer les combustibles liquides, qui constitueront environ 50 %pour la production d'électricité d'ici 2030. La société est chargée de préparer les études préliminaires, de proposer et d'acheter l'électricité produite à partir de projets énergétiques Arabie Saoudite, où, jusqu'à présent, sous l'égide du Programme national des énergies renouvelables, des projets d'une capacité totale supérieure à 12,6 des gigawatts ont été attribués.

BIA AFRICAINE

L'Egypte poursuit les procédures de vente de 20%

La Banque centrale d'Égypte a convenu avec la Koweït Investment Authority d'un plan qui comprend la vente de 20 % de chacune de leurs actions dans la Banque internationale arabe-africaine.

Les observateurs s'attendent à ce que le processus de vente soit finalisé en 2024, par le biais d'une offre privée à un investisseur stratégique et d'une autre offre à la Bourse égyptienne. Depuis le début de cette année, le gouvernement égyptien a accéléré le rythme de mise en œuvre du programme de propositions sous le poids de la crise de rareté du dollar et du déficit de financement élevé, que certaines institutions ont estimé à environ 11 milliards de dollars, tandis que les négociations se poursuivent avec le Fonds monétaire international afin d'augmenter le programme de finance-

ment de 3 à 5 milliards de dollars. Plus tôt cette année, le gouvernement égyptien a inscrit la Banque arabe africaine sur une liste de 35 sociétés et actifs publics dont il envisage de vendre des actions. La Banque centrale d'Égypte et la Koweït Investment Authority détiennent chacune une participation de 49,4 % dans la banque, et les 1,2 % restants sont détenus par d'autres investisseurs non divulgués, selon les derniers états financiers publiés dans le bulletin « Entreprise ». Dans le même temps, la Koweït Investment Authority envisage de reconduire Citigroup comme

conseiller financier dans le cadre d'un éventuel accord afin de mettre à jour une précédente étude qu'elle a menée pour elle sur le processus de sortie, tandis que la Banque centrale d'Égypte souhaite solliciter l'aide de la banque JP Morgan. Des sources ont révélé que McKinsey avait préalablement préparé une étude à l'intention des actionnaires de la Banque internationale arabe-africaine. Un comité mixte sera formé par les deux parties pour superviser le processus de vente. La formation du comité comprendra le président du conseil d'administration

de la Banque internationale arabe africaine et le directeur général de la banque, en plus d'un représentant de l'Autorité et d'un autre de la Banque centrale d'Égypte. La Koweït Investment Authority envisageait de se retirer de sa participation dans la banque depuis 2020, date à laquelle elle a nommé Citigroup comme conseiller dans le cadre de l'opération, selon la source. En avril dernier, les médias locaux rapportaient que l'Autorité cherchait à accroître sa participation dans la banque, pour en devenir l'actionnaire majoritaire.

IRAK

Accord pour reprendre la production pétrolière du Kurdistan

Le ministre irakien du Pétrole, Hayan Abdel-Ghani, espère parvenir à un accord avec le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) et les compagnies pétrolières étrangères pour reprendre la production de pétrole à partir des champs pétrolifères de la région kurde d'ici trois jours, a-t-il déclaré hier. Abdel-Ghani a déclaré lors d'une visite à Erbil, la capitale du Kurdistan semi-autonome d'Irak, que l'Irak avait conclu un « accord » avec la Turquie concernant la reprise des exportations de pétrole du nord via l'oléoduc Irak-Turquie. La Turquie a interrompu ses exportations de 450 000 barils par jour (b/j) vers le nord via le pipeline Irak-Turquie à partir du 25 mars après une décision arbitrale de la Chambre de

commerce internationale (CCI). La CPI a ordonné à Ankara de payer à Bagdad des dommages et intérêts d'environ 1,5 milliard de dollars pour les exportations non autorisées du GRK entre 2014 et 2018. Abdel-Ghani et de hauts responsables fédéraux du secteur pétrolier ont entamé dimanche des réunions avec le ministère des Ressources naturelles du GRK et de hauts responsables kurdes de l'énergie pour discuter de la question. "Le but de cette réunion est de résoudre toutes les questions afin de faciliter la reprise de la production et des exportations pétrolières", a déclaré Abdel-Ghani aux journalistes à Erbil. "La première étape consiste à se mettre d'accord avec la région et les entreprises sur

l'ajustement de leurs contrats existants pour les rendre conformes à la constitution irakienne. Nous pourrions parvenir à un accord en trois jours. Les responsables pétroliers du gouvernement irakien ont rencontré pour la première fois mercredi les représentants de l'Association de l'industrie pétrolière du Kurdistan (APIKUR) pour discuter de la reprise des flux vers la Turquie. Les membres d'APIKUR comprennent des sociétés pétrolières et gazières internationales qui ont un intérêt direct ou indirect dans des contrats pétroliers ou gaziers en amont dans la région du Kurdistan irakien, dont beaucoup ont dû arrêter leur production en raison de la fermeture du pipeline.

ABU DHABI

Phoenix fixe le prix de son introduction en bourse à 1,5 dirhams par action

Le groupe Phoenix, qui opère dans le commerce de dispositifs de minage de cryptomonnaies et fournit des services de trading de blockchain et de cryptomonnaies, a fixé le cours de son action lors de sa prochaine introduction en bourse à 1,5 dirhams par action. La société a l'intention de propo-

ser environ 18 % de son capital en souscription publique à Abu Dhabi. La période de souscription des investisseurs particuliers et institutionnels débutera le 16 novembre pour deux jours. Il a été déclaré que la société exploite neuf installations minières aux États-Unis, au Canada, aux

Émirats et dans d'autres pays et qu'elle a un projet commun avec le gouvernement d'Abou Dhabi pour un site de crypto-monnaie d'une valeur de deux milliards de dollars. Avec une capacité installée totale de 725 MW aux Émirats arabes unis, à Oman, aux États-Unis, au Canada et dans les pays de la

CEI, Phoenix Group est spécialisé dans une gamme de services, allant du calcul haute performance aux crypto-monnaies, en passant par le cloud mining, l'hébergement de centres de données, le trading de crypto-monnaie et le minage de crypto-monnaie, produits et équipements.

MARCHÉS BOURSISERS DE LA RÉGION DU GOLFE

Les performances et les inquiétudes de demande chinoise gomme l'impact de la hausse des prix du pétrole

La performance des marchés boursiers de la région du Golfe a été mitigée dimanche, les craintes d'un ralentissement de la demande de la Chine, premier importateur mondial de pétrole, ayant effacé l'impact de la hausse des prix du brut. Les prix du pétrole, principal moteur des marchés financiers du Golfe, ont augmenté d'environ 2 % vendredi après que l'Irak ait exprimé son soutien aux réductions de l'OPEP+ avant la réunion du groupe du 26 novembre. Le pétrole s'est établi à 81,43 dollars le baril.

Le prix du dollar en Egypte avoisine les 49 livres au marché noir
L'indice qatari a augmenté de 0,3% dimanche, mettant fin à une série de pertes qui a duré

trois séances, après que les actions de Masraf Al Rayan et de Qatar Fuel aient chacune augmenté de 1,4%. L'indice boursier saoudien a chuté de 0,1%, prolongeant ses pertes pour la quatrième séance consécutive après que les actions du groupe FawazAbdulaziz Al Hokair ont chuté de 9,9%, soit leur plus forte baisse en plus de 13 mois. L'entreprise de vente au détail a annoncé une perte nette de 202,9 millions de riyals (54,1 millions de dollars) au troisième trimestre, contre un bénéfice net de 21,1 millions de riyals il y a un an. Les actions de Saudi Telecom ont chuté de 1,3%, tandis que les actions de MaharahHumanResources (Maharah) ont chuté de 8,6%.

Les données chinoises publiées jeudi ont montré que les décideurs politiques ont du mal à freiner la déflation des prix, ce qui jette le doute sur les chances d'une reprise économique significative dans le plus grand consommateur de matières premières au monde. En dehors de la région du Golfe, l'indice boursier principal égyptien a chuté de 1,7 %, après que les actions de la Commercial International Bank aient chuté de 2,5 % et que les actions de Misr Fertilizers aient chuté de 4,6 %. Mais les actions de Crédit Agricole Egypte ont augmenté de 3,7 pour cent après que la banque a annoncé une hausse de 121 pour cent de son bénéfice net consolidé pour le troisième trimestre.

GISEMENT AURIFÈRE EN AFRIQUE

Le Ghana, premier producteur d'or du Continent africain

Depuis 2018, le Ghana est le premier producteur africain d'or, à l'exception de l'année 2021 où l'Afrique du Sud a récupéré un titre qu'il a détenu sans partage pendant plusieurs décennies. La dynamique à long terme reste néanmoins en faveur de l'ex Gold Coast, selon un récent rapport d'Ecofin Pro.

La production d'or du Ghana et de l'Afrique du Sud présente deux dynamiques différentes depuis quelques années, avec une pente ascendante du côté de l'ex Gold Coast et une tendance à la baisse dans la nation arc-en-ciel. C'est ce que confirme la lecture d'un rapport publié le 12 octobre par Ecofin Pro, la plateforme de l'agence Ecofin dédiée aux professionnels. Intitulé « Comment le Ghana a ravi à l'Afrique du Sud le titre de producteur d'or africain No1 », le document précise que le Ghana est redevenu le premier producteur africain d'or en 2022, après avoir perdu ce statut au profit de son rival sud-africain en 2021. Un accident de parcours à en croire notre confrère Louis-Nino Kansoun, auteur du rapport. Il indique en effet que la production d'or du Ghana est passée de 17 tonnes en 1990 à 105 tonnes en 2021. Elle s'est même stabilisée au-dessus de 125 tonnes à partir de 2016, avant d'attendre un pic à 149 tonnes en 2018, année où le Ghana a dépassé pour la première fois la nation arc-en-ciel.

Dans le même temps, l'Afrique du Sud a vu sa production d'or chuter progressivement pour tomber à moins de 100 tonnes sur deux des trois dernières années alors qu'elle produisait 605 tonnes en 1990, année où le pays était encore le leader de la production mondiale d'or.

Des défis persistants dans les deux pays
Au nombre des raisons qui ont contribué à la baisse de performance de l'industrie minière sud-africaine, le rapport mentionne la difficulté à extraire de l'or. Les mines d'or sud-africaines sont vieillissantes et il faut creuser de plus en plus profondément pour récupérer le précieux minerai, ce qui entraîne des coûts plus élevés. À cela il faut ajouter les problèmes de logistique et d'électricité qui touchent l'ensemble du secteur minier local. Transnet, société nationale chargée de transporter les minéraux vers les ports d'exportation, fait notamment face à l'insuffisance de locomotives et les vols massifs de câbles. En raison des problèmes des centrales à

charbon fournissant la majeure partie de l'électricité dans le pays, les opérations minières fonctionnent 20 à 30% en dessous de leur capacité, indique le Minerals Council. En conséquence, le secteur aurifère a perdu de son attractivité pour les investisseurs et certaines compagnies ont entrepris de quitter le pays ou de se diversifier, à l'instar d'AngloGold Ashanti ou de Sibanye-Stillwater. Quant au Ghana, s'il connaît une forte croissance de sa production d'or ces dernières années, il doit encore gérer plusieurs défis. Selon le rapport, la gestion de l'exploitation aurifère artisanale demeure le problème le plus épineux à régler, en raison de la présence dans ce secteur de nombreux acteurs opérant dans l'illégalité. Les autorités tentent d'en venir à bout en associant répression, sensibilisation et mise en place d'alternative pour les artisans miniers.

Quelles perspectives pour l'or au Ghana et en Afrique du Sud ?
Au Ghana, plus de 90% de la production minière provient du

sous-secteur de l'or. L'or joue donc un rôle prépondérant dans la contribution de 7,6% au PIB enregistrée pour le secteur minier en 2022. Pour accroître cette contribution, les autorités ghanéennes misent non seulement sur la hausse de la production d'or, mais aussi sur diverses mesures. Il s'agit de la création d'un ETF adossé à l'or au niveau de la bourse locale, de la construction d'une raffinerie ou encore de l'utilisation des réserves d'or pour sauvegarder les réserves nationales de change. En Afrique du Sud, la contribution du secteur minier au PIB y est stable à un peu plus de 7% ces dernières années. Pour l'augmenter, le rapport suggère aux autorités de s'attaquer aux problèmes qui nuisent à l'attractivité du secteur minier local, en renforçant la main-d'œuvre et les infrastructures. Il faudra aussi en finir avec les problèmes de délestage chroniques dans le pays.

FILIÈRES OR, DIAMANT ET MATÉRIAUX DE CARRIÈRES

Le Gabon veut régulariser les artisans miniers

Le gouvernement gabonais souhaite par là encourager l'exercice légal des métiers artisanaux des mines et susciter en passant l'intérêt des locaux pour ces secteurs d'activités. Le Gabon veut régulariser les artisans miniers des filières or, diamant et matériaux de carrières (sable, gravier, etc.). Une campagne a été lancée à cet effet par le ministère des Mines, pour les doter de cartes d'exploration artisanale. Les artisans miniers gabonais doivent ainsi « se présenter individuellement auprès des équipes de l'administration en charge des

Mines en fonction des zones d'exploitation, munis d'un dossier comprenant entre autres une somme de 50 000 FCFA. Les équipes du ministère des Mines qui déployées dans le pays à partir du 16 octobre 2023 leur délivreront des cartes d'exploration artisanales ». Selon le calendrier établi, les équipes du ministère se déploieront dans le Moyen-Ogooué du 16 octobre au 5 novembre, dans le Woleu-Ntem et la Ngounié du 13 novembre au 3 décembre, dans la Nyanga du 4 décembre au 11 décembre, dans l'Ogooué-Ivindo du 6 décembre au 26 décembre, dans le Haut-Ogooué du 14 décem-

bre au 23 décembre, dans l'Ogooué-LoLo du 24 décembre au 13 janvier 2024, puis dans l'Estuaire du 29 décembre 2023 au 4 janvier 2024. La campagne intervient 3 semaines après la levée de la suspension des activités d'orpillage au Gabon, remarque Le Nouveau Gabon. Une mesure prise en 2018 pour de lutter contre le développement des sites d'exploitation illicite d'or. Le développement de cette activité préjudiciable à l'économie et à la sécurité des populations était devenu préoccupant dans plusieurs localités de l'intérieur du Gabon.

KENYA

Manifestations contre la production massive de plastique

Des centaines de militants écologistes ont défilé samedi à Nairobi, la capitale kenyane, pour exiger des réductions drastiques de la production de plastique, à la veille d'une réunion visant à négocier un traité mondial sur les plastiques. Des représentants de plus de 170 pays se réunissent à Nairobi pour négocier les mesures concrètes qui devraient être incluses dans un traité mondial contraignant pour mettre fin à la pollution plastique. Les manifestants ont appelé à ce que les négociations se concentrent sur la réduction de la quantité de plastique produit et ont brandi des pancartes sur

lesquelles on pouvait lire "Crise du plastique = crise climatique" et "Mettre fin à l'exposition toxique multigénérationnelle". Ils scandaient "Laissez les pollueurs payer le prix" alors qu'ils marchaient lentement derrière un orchestre de cérémonie depuis le centre de Nairobi jusqu'à un parc à l'ouest de la capitale. Les nations ont convenu l'année dernière de finaliser d'ici 2024 un premier traité mondial des Nations Unies pour lutter contre le fléau des plastiques présents partout, depuis les sommets des montagnes et les fosses marines les plus profondes jusqu'à l'intérieur des cours de sang humain. Les négociateurs se sont

déjà réunis à deux reprises, mais Nairobi constitue la première occasion de débattre d'un projet de traité publié en septembre qui décrit les nombreuses voies permettant de résoudre le problème du plastique. "On parle beaucoup de solutions de bout en bout dont nous n'avons pas besoin pour le moment", a déclaré à l'AFP Tiara Samson, une associée du mouvement Break Free From Plastic, qui a organisé la marche de samedi. "Investir dans ces solutions détourne l'attention de ce que nous devons réellement faire, à savoir imposer des objectifs ambitieux en matière de réduction des plastiques", a ajouté le mili-

tant venu des Philippines. La réunion du 13 au 19 novembre à Nairobi est la troisième des cinq sessions d'un processus accéléré visant à conclure les négociations l'année prochaine afin que le traité puisse être adopté d'ici la mi-2025. Lors des dernières négociations à Paris, les militants ont accusé les grands pays producteurs de plastique de tergiverser délibérément après deux jours perdus à débattre de points de procédure. La production mondiale de plastique a plus que doublé depuis le début du siècle pour atteindre 460 millions de tonnes, et elle pourrait tripler d'ici 2060 si rien n'est fait.

CRÉATION D'UNE CHAÎNE DE TRANSFORMATION LOCALE DU COTON

Le Cameroun en appelle à la Tunisie

Pour inciter les hommes d'affaires tunisiens à injecter des fonds dans la transformation du coton au Cameroun et dans d'autres secteurs d'activité, Luc MbargaAtangana a mis l'accent sur les atouts considérables et le potentiel du pays. Lors du récent forum Tunisie-Cameroun, Luc MbargaAtangana, ministre camerounais du Commerce a plaidé pour la création d'une chaîne de transformation locale du coton et appelé les businessmen tunisiens à investir dans ce secteur. Selon lui, le Cameroun ne transforme que « 2 à 3% » des près de 400 000 tonnes de coton qu'il produit annuellement. Le reste de la production est exporté, alors que le pays importe de la friperie pour plusieurs centaines de milliards de FCFA chaque année. La Stratégie nationale de développement du Cameroun (SND30) vise une transformation d'au moins 50% du coton fibre à l'horizon 2030. Pour atteindre ce but, le pays mise notamment sur les investissements étrangers et l'industrie locale, dans un contexte marqué par l'ouverture de la Zlecaf (Zone de libre-échange continentale africaine). « Comment satisfaire ce marché si nous ne transformons pas notre coton sur place ? » a interrogé le ministre, convaincu que la transformation locale améliorera les divers flux de vente et permettra de réduire les importations pour améliorer la balance commerciale. Il a souligné la stabilité institutionnelle du Cameroun qui constitue selon lui une garantie de sécurité pour les investisseurs, et insisté sur le cadre incitatif à l'investissement qui exonère les entreprises de taxes fiscales douanières sur 15 années.

La mise en œuvre de la Loi de 2013 sur les incitations à l'investissement privé au Cameroun a permis à ce jour, la signature de 360 conventions de partenariat entre entreprises locales et investisseurs étrangers. Cela s'est fait, sous la conduite de l'Agence de promotion des investissements (API), selon Marthe Angéline Minja, la DG de cette institution dont l'une des missions est de proposer des mesures susceptibles d'attirer les investisseurs au Cameroun.

POINT MARCHÉS

Les Bourses européennes attendues en hausse, l'attentisme demeure

Les principales Bourses européennes sont attendues en hausse lundi à l'ouverture, dans un contexte attentiste avant la publication des données d'inflation aux Etats-Unis et en Europe cette semaine.

Les premières indications disponible indiquent que le CAC 40 parisien progresserait de 0,19% à l'ouverture. Les contrats à terme sur le FTSE à Londres suggèrent une avancée à l'ouverture de 0,15%, contre 0,15% pour le Dax à Francfort, et 0,24% pour l'EuroStoxx 50. La trajectoire des taux de la Réserve fédérale continue de dicter le ton aux marchés: les investisseurs n'ont pas prêté attention ni la hausse des anticipations d'inflation suggérée par l'indicateur de confiance du Michigan, publié vendredi, ni à la baisse des perspectives de la note des Etats-Unis à "négative" par l'agence de notation Moody's. Les investisseurs restent focalisés sur la publication d'indicateurs clés aux Etats-Unis cette semaine: l'inflation mardi, et les ventes au détail -reflet de la résistance du consommateur- mercredi. Des surprises à la hausse sur ces indicateurs serait une mauvaise nouvelle qui indiquerait que la politique monétaire n'est peut-être pas suffisamment restrictive pour ramener l'inflation et l'activité sous contrôle. En zone euro, le PIB et l'inflation sont attendus mardi et vendredi. "Les marchés financiers semblent penser que le cycle de resserrement est terminé: les contrats à terme impliquent qu'une nouvelle hausse de taux n'est probable qu'à 30%, et

que près de trois baisses de taux de 25 points de base auront lieu avant Noël de l'année prochaine", rappellent les stratégestes de Rabobank. "Il semble y avoir un décalage entre ce que dit la banque centrale (plus haut pendant plus longtemps), et ce que les traders entendent".

En Asie
La Bourse de Tokyo a fini stable lundi, suite à des prises de profits des investisseurs. L'indice Nikkei a terminé en hausse modérée (+0,05%) à 32.585,11 points et le Topix, plus large, a terminé immobile à 2.336,61 points. Les titres du secteur des semiconducteurs ont augmenté dans le sillage de la forte hausse du Nasdaq vendredi: le fabricant d'équipements de création de puces Tokyo Electron a bondi de 1,74% et le fabricant d'équipements de test de puces Advantest a gagné 1,53%. Les indices chinois hésitent, les marchés s'inquiétant de l'état de l'économie chinoise alors même qu'une rencontre prévue mercredi entre le Président américain Joe Biden et son homologue chinois Xi Jinping fait espérer un apaisement des tensions entre les deux pays. Le SSE Composite de Shanghai fait du surplace, le CSI 300 perd 0,34%, l'indice hongkon-

gais Hang Seng grignote 0,16%.

Taux
Les rendements américains sont stables, dans un contexte pauvre en publication d'indicateurs. Le rendement du Treasury à dix ans prend 2,2 pb à 4,6498%, tandis que le taux à deux ans est immobile à 5,0581%.

Changes
Les échanges sur les marchés des devises ne montrent pas de direction marquée, les investisseurs demeurant attentistes. Le dollar fait du surplace face à un panier de devises de référence, tandis que l'euro est immobile à 1,0685 dollar. La livre sterling

prend 0,07% à 1,223 dollar. En Asie, le yen s'affaiblit de 0,17% à 151,76 yens pour un dollar, tandis que le dollar australien stagne à 0,6364 dollar.

Pétrole
Le pétrole recule, s'inquiétant de l'état de la demande aux Etats-Unis et en Chine, alors que des indicateurs publiés la semaine dernière ont montré un ralentissement de la consommation de pétrole américaine et un affaissement des exportations chinoises. Le Brent cède 0,74% à 80,83 dollars le baril, le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) abandonnant 0,79% à 76,56 dollars .

CAC 40
Du vert en vue, mais les taux sous surveillance

La Bourse de Paris devrait progresser lundi à l'ouverture en attendant la publication, plus tard cette semaine, de plusieurs indicateurs économiques clés. Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - livraison novembre - avance de 27,5 points à 7075,5 points, laissant entrevoir un début de semaine dans le vert. Contre vents et marées, les marchés d'actions font mieux que résister cet automne, comme l'illustre la clôture positive de Wall Street vendredi soir pour une seconde semaine consécutive. Sur la semaine qui vient de s'achever, le Nasdaq s'est adjugé autour de 2% après avoir déjà signé la semaine précédente sa meilleure performance hebdomadaire depuis le début de l'année. Les investisseurs ont pourtant été pris de court jeudi dernier par les déclarations de Jerome Powell, le président de la Fed, qui a prévenu que la banque centrale américaine n'hésiterait pas à resserrer davantage sa politique si nécessaire pour contenir l'inflation. A Paris, le CAC 40 a lâché près de 1% vers 7045 points vendredi, mais affiche un score globalement stable sur la semaine écoulée. Si l'indice parisien venait à s'affranchir de sa résistance majeure des 7050 points et à revenir vers son plus haut mensuel de 7110 points, sa séquence haussière pourrait l'emmener vers 7140 et 7180 points, estiment les analystes techniques. Les indicateurs économiques attendus à l'occasion de la semaine qui s'ouvre devraient confirmer qu'un ralentissement de l'économie mondiale est bien à l'oeuvre, mais aussi que l'inflation ne reflue que très graduellement. Si ces statistiques devaient se révéler moins bonnes que prévu, la bonne résistance des places boursières mondiales pourraient avoir du mal à se justifier. Parmi les indicateurs macro-économiques au menu de la semaine, figurent les derniers chiffres de l'inflation aux Etats-Unis, mais aussi les ventes de détail et de nouvelles données sur le secteur de l'immobilier.

Quelques statistiques importantes sont également attendues en Europe, dont les prix à la consommation en octobre, la seconde estimation du PIB de troisième trimestre et l'indice ZEW du moral des investisseurs allemandes. Ces données pourraient entraîner un regain de volatilité sur le compartiment obligataire, déjà sujet à d'importants mouvements en montagnes russes ces derniers temps. La semaine passée s'est achevée sur des évolutions divergentes de part et d'autre de l'Atlantique, avec un repli des dettes libellées en euro et un petit sursaut technique des T-Bonds malgré le trou d'air de jeudi dû au semi-échec d'une émission du Trésor américain. 'La volatilité des parties longues de courbe de taux reste très élevée, avec des courbes toujours inversées malgré le mouvement récent, ce qui nous amène à conserver une préférence pour les parties courtes de la courbe', souligne François Rimeu, stratégeste senior à La Française AM. Du point de vue de l'analyste, les marchés d'actions ne semblent pas encore refléter le biais restrictif actuellement conservé par les politiques monétaires des banques centrales. 'Pour la première fois depuis 15 ans, la normalisation des taux d'intérêt et une inflation plus résiliente que prévu ont rendu l'investissement dans les obligations plus performant que dans les actions', rappelle de son côté Mauro Ratto, co-fondateur et co-directeur des investissements chez Plenisfer. Si la saison des résultats touche désormais à sa fin, plusieurs groupes de premier plan ont prévu de dévoiler leurs performances au cours des jours à venir, dont Vodafone, Infineon, Siemens ou Alstom. Aux Etats-Unis, la semaine sera marquée par les annonces des distributeurs Home Depot, Target et Walmart, mais également du géant des réseaux Cisco.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 13 Novembre 2023				
Valeur : 15 Novembre 2023				
BASE	DEVICES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		
1	EUR	EURO		
1	GBP	POUND STERLING		
100	JPY	JAPANESE YEN		
1	CNY	CHINESE YUAN		
1	CHF	SWISS FRANC		
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		
1	DKK	DANISH KRONE		
1	SEK	SWEDISH KRONA		
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		
1	AED	UAE DIRHAM		
1	SAR	SAUDI RIYAL		
1	KWD	KUWAITI DINAR		
1	TND	TUNISIAN DINAR		
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		
1	LYD	LIBYAN DINAR		
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		

WALL STREET

Retour aux niveaux de la mi-septembre

Wall Street a aligné vendredi une neuvième séance de hausse sur une série de 10 et une deuxième semaine positive... mais ce qu'il faut retenir, c'est que les indices US sont déjà remontés à leurs niveaux du 14/15 septembre dernier, c'est-à-dire au même point qu'il y a huit semaines et bien avant la publication des premiers trimestriels. Les opérateurs semblaient avoir déjà tourné la page des propos plutôt 'faucou' tenus jeudi par Jerome Powell, lequel s'était explicitement interrogé sur l'efficacité des mesures prises pour ramener l'inflation vers son objectif des 2%, ce qui avait fait monter les anticipations d'un nouveau tour de vis de la Fed en décembre. Le S&P500, qui avait perdu 0,8% jeudi (effaçant les trois séances de hausse précédentes), a repris quasiment le double vendredi (+1,56% à 4.415)... avec 90% de valeurs en hausse, ce qui en disait long sur l'appétit d'actions tous azimuts des investisseurs.

Le Dow Jones s'est quant à lui adjugé +1,15% à 34.283 et le Nasdaq Composite, presque le double avec +2,05% à 13.798. Le Russell-2000 a toutefois sous-performé une nouvelle fois avec +1,07% seulement à 1.705. Le Nasdaq-100 a renoué avec les 15.500 (+2,6% hebdo et +42% annuel) dans le sillage des semi-conducteurs en pleine euphorie... et les '7 fantastiques' ont bien tiré leur épingle du jeu à l'image de Nvidia +3%, Meta +2,6% et Microsoft +2,5%. Un seul secteur restait en panne ce vendredi, celui des 'utilities' avec +0,3% seulement. Le pétrole 'WTI' a repris +2,2% vendredi (mais a perdu 4,5% sur la semaine écoulée), ce qui a permis un rebond technique de Devon +3,3%, Marathon et Valero +2,3%. Le seul indicateur macroéconomique de la séance a été littéralement ignoré : la confiance des consommateurs américains s'est dégradée pour le quatrième mois consécutif, de 63,8 à 60,4 en novembre, selon l'enquête mensuelle de l'Université du Michigan.

GRANDE-BRETAGNE

L'aggravation de la dette des entreprises annonce-t-elle une crise financière majeure ?

Le journal britannique « Financial Times » a publié un article faisant état d'une inquiétude croissante concernant la crise de la dette des entreprises et son impact potentiel sur l'économie mondiale.

L'article indique que "les dettes accumulées sur les entreprises ont atteint des niveaux records, ce qui renforce les craintes d'une crise financière majeure susceptible d'affecter la stabilité des marchés financiers et des économies nationales". Il a ajouté : "Il est certain que nous serons confrontés - tôt ou tard - à des problèmes sur les marchés de la dette des entreprises", attribuant cela à la hausse des taux d'intérêt dans un contexte d'attentes de problèmes supplémentaires pour ces entreprises. L'article soulève de nombreuses questions : ces troubles vont-elles cesser pour « certains » ou non, et si les entreprises aux financements fragiles se dirigeront vers la faillite ou la restructuration ? Ou allons-nous vers une crise du crédit si massive qu'elle pourrait causer des problèmes aux institutions financières, ainsi le marché et l'économie ? Les auteurs préviennent qu'il existe des inquiétudes quant à l'avenir, car la politique monétaire continue de faire pression sur les entreprises et de provoquer un ralentissement de l'économie. Les auteurs affirment qu'il y a relativement peu d'entreprises qui connaissent des difficultés à l'heure actuelle, mais la tendance semble mauvaise, à l'heure où Moody's maintient une liste d'en-



treprises avec une note négative ou inférieure de BB. Les auteurs ont ajouté qu'une récession économique coïncidant avec une augmentation des taux d'intérêt pourrait être désastreuse pour les emprunteurs, et ils ont souligné que la croissance économique offre aux entreprises des options pour éviter un défaut de paiement. Les auteurs ajoutent que les banques - qui se sont montrées remarquablement prudentes ces derniers temps - semblent également avoir commencé à se détendre un peu, à un moment où une

enquête récente a indiqué que moins de banques durcissent actuellement leurs normes de prêt pour le secteur des entreprises. Mais les auteurs ajoutent : "Il ne fait aucun doute que de nombreuses entreprises seront contraintes de se restructurer en raison des taux d'intérêt élevés, de sorte que les risques d'une crise de la dette des entreprises semblent jusqu'à présent faibles." Il y a quelques jours, un article du magazine Economist indiquait que les faillites d'entreprises avaient commencé à augmenter en Europe et en Amérique et qu'il

était probable que les banques - qui détenaient des titres à long terme, soutenus par des prêts à court terme, y compris des prêts accordés par la Banque de Réserve Fédérale - seraient forcées d'augmenter leur capital ou de fusionner pour combler les trous créés dans leurs bilans par la hausse des taux d'intérêt. L'Institut de la Finance Internationale avait précédemment déclaré que « la dette mondiale avait atteint 307 000 milliards de dollars au deuxième trimestre de cette année, malgré les mesures de resserrement monétaire ».

DE PLUS EN PLUS DE MÉNAGES ONT DES DIFFICULTÉS À LA GÉRER

La dette américaine sur les cartes de crédit atteint un niveau historique

La dette américaine sur les cartes de crédit a continué d'augmenter en juillet-septembre de cette année, marquant le huitième trimestre consécutif d'augmentation d'une année sur l'autre, ont déclaré cette semaine les économistes de la Réserve fédérale de New York. Selon leurs calculs, les soldes des cartes de crédit ont augmenté de 48 milliards de dollars (4,7 %) par rapport aux trois mois précédents et de 154 milliards de dollars sur une base annuelle, la plus forte augmentation depuis le début des relevés en 1999. Cela a porté l'encours total de la dette des cartes de crédit à un nouveau niveau. un record de 1,08 bil-

lion de dollars. Dans le même temps, les soldes des prêts hypothécaires ont également bondi à 12 140 milliards de dollars, tandis que les soldes des prêts étudiants et des prêts automobiles ont atteint 1 600 milliards de dollars chacun. La dette totale des ménages a augmenté de 228 milliards de dollars au cours de la période considérée, en grande partie à cause des cartes de crédit et des prêts étudiants, et a atteint 17 290 milliards de dollars. Les chercheurs ont constaté que de plus en plus de ménages avaient des difficultés à gérer leur dette dans un contexte d'inflation toujours élevée et de hausse des taux d'intérêt. Par exemple, près de 9,5 % des

soldes de cartes de crédit étaient en souffrance depuis plus de 90 jours au cours de la période considérée, selon le rapport, contre 8 % au deuxième trimestre. L'augmentation des soldes est cohérente avec une forte croissance des dépenses nominales et du PIB réel sur la même période. Mais les impayés sur les cartes de crédit continuent d'augmenter par rapport aux plus bas historiques observés pendant la pandémie », ont déclaré des chercheurs de la Fed de New York dans un communiqué accompagnant les données. « Le taux de transition vers la délinquance reste inférieur au niveau d'avant la pandémie

pour les prêts hypothécaires, qui représentent la plus grande part de la dette des ménages, mais les impayés sur les prêts automobiles et les cartes de crédit ont dépassé les niveaux d'avant la pandémie et continuent d'augmenter. Les chercheurs ont noté que l'augmentation du nombre de ménages en transition vers la délinquance était « surprenante » étant donné la relative stabilité de l'économie et du marché du travail aux États-Unis. Même si cette tendance pourrait provenir de changements dans les normes de prêt, elle pourrait également signaler un « véritable stress financier », concluent-ils.

ETATS-UNIS

Biden a effacé 127 milliards de dollars de dettes des étudiants

Le plan de pardon signé par le président a été invalidé par la Cour suprême, mais les modifications apportées aux programmes existants apportent toujours un soulagement à certains

emprunteurs. La Cour suprême a annulé le plan de pardon ponctuel du président Joe Biden, estimé à 400 milliards de dollars. Cependant, les modifications apportées aux pro-

grammes existants ont permis d'annuler plus de 127 milliards de dollars de dette depuis l'entrée en fonction de Biden, dépassant de loin les totaux précédents.

Les obligations de la zone euro restent globalement stables

Les obligations de la zone euro ont commencé la semaine calmement lundi, les traders se préparant à une série de données mondiales importantes cette semaine, y compris les chiffres de l'inflation américaine, mais les obligations italiennes ont été aidées à la marge par Fitch qui a confirmé la notation de l'Italie tard dans la journée de vendredi.

L'autre nouvelle concernant les notations a été l'abaissement par Moody's de la perspective de la note de crédit américaine de "stable" à "négative", mais l'impact sur les obligations d'État américaines a été relativement faible.

Le rendement à 10 ans de l'Allemagne était de 2,73 %, en hausse de près de deux points de base (pb) dans les premiers échanges, et plus proche du bas que du haut de sa récente fourchette.

"Il ne se passe pas grand-chose, nous sommes coincés entre ce qui s'est passé la semaine dernière et ce qui nous attend cette semaine, et les rendements des Bunds se consolident dans le bas de la fourchette", a déclaré Kenneth Broux, responsable de la recherche sur les entreprises, les changes et les taux à la Société Générale.

"Nous espérons des nouvelles plus positives sur l'inflation aux États-Unis et au Royaume-Uni cette semaine, mais il y a toujours une incertitude sur le retour à l'objectif. Lagarde l'a répété la semaine dernière et les attentes d'inflation à long terme du Michigan sont également à la hausse", a-t-il déclaré, faisant référence à la présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde. Les hausses incessantes des taux d'intérêt décidées par les banques centrales l'année dernière et au premier semestre de cette année pour freiner l'inflation galopante ont pesé lourdement sur les obligations d'État, propulsant les rendements à leur niveau le plus élevé depuis des décennies.

OPEL CORSA ELECTRIC 156 ch sous le capot

Opel donne un petit coup de jeune à sa Corsa Electric. L'occasion pour la marque de lui offrir une seconde motorisation électrique de 156 ch, en plus de la 136 ch qui reste au catalogue. La batterie évolue également, avec quelques précieux kilomètres supplémentaires à la clé.

Question look, Opel a fait le minimum. Le restylage se limite à l'intégration de la calandre « Vizor » et un petit travail sur les boucliers. Elle se conforme à l'air de famille affiché par les autres modèles du catalogue qui affichent aussi cet élément de design distinctif. Pour le reste, rien ne change, la Corsa a le même look, que nous apprécions déjà beaucoup par ailleurs. Le coloris gris, proche de la teinte Nardo vue chez Audi, lui confère une petite touche sportive de bon gout. Avec ce toit noir et ces jantes au dessin futuriste, il ne lui manque plus grand-chose pour faire d'elle une vraie petite sportive. Il faut dire que ce gabarit associé à une motorisation électrique très réactive nous ferait bien envie... Mais revenons à cette Corsa Electric de 156 ch.

De nouvelles aides à la conduite

A bord, la cousine de la Peugeot e-208 a l'air moins futuriste et funky que la Française. Néanmoins beaucoup apprécient finalement un intérieur simple, avec un écran côté conducteur visible à travers le volant, et pas au-dessus. Tout se trouve là où l'on s'attend à le trouver. Les commandes pour la clim et la molette pour le volume sont en effet physiques...

SPYSHOT

La Capri va revenir en crossover coupé électrique

Les SUV continuent de dominer le marché et Ford s'est fait une spécialité de relancer des noms « classiques » de la gamme historique en véhicules réhaussés. Nous avons tous vu l'arrivée du « Mustang Mach E », qui n'a pas grand-chose à voir avec une Mustang, et bien entendu la Puma, petit crossover qui lui non plus n'a rien à voir avec le petit coupé sorti à la fin des années 90. Et bien, l'ovale bleu refait le coup puisque la Capri va revenir, en crossover électrique ! Ford a été « spyshoté » en train de tester son deuxième véhicule électrique basé sur la plateforme MEB du groupe Volkswagen.

Une voiture culte

La Capri fut une berline produite entre 1969 et 1986, à plus de 1,8 million d'exemplaires. La Ford Capri, construite en Allemagne, était perçue comme le pendant européen de la plus imposante Mustang, qui était alors réservée à l'Amérique du Nord. Une voiture qui a connu une carrière sportive iconique, en supertourisme européen sans oublier la monstrueuse Capri Zakspeed du championnat DRM au tournant des années 70-80. Le véhicule en approche est un multisegment compact avec un profil de coupé et une vocation plus dynamique que l'Explorer, histoire de s'inscrire un peu dans la philosophie de l'ancêtre.

Racines germaniques

La Capri moderne devrait cibler d'abord le marché européen, comme l'autre véhicule Ford basé sur la plate-forme MEB, le crossover compact Explorer qui a été présenté pour la première fois en mars. L'utilisation par Ford de la plateforme MEB est rendue possible grâce à un accord conclu avec le groupe VW en 2019. Ce sera donc un cousin technique du Volkswagen ID.5, mais aussi un concurrent du futur Peugeot e-3008. Les groupes motopropulseurs seront probablement partagés avec l'Explorer Euro-spec. Cela signifierait des options de batterie de 55 et 82 kWh, ainsi que des options de moteur arrière et double avec des puissances allant d'environ 168 ch à 335 ch. La production sera probablement assurée dans l'usine Ford de Cologne, en Allemagne, où l'Explorer aux spécifications européennes entrera en production en 2024. Aucune des Ford électriques produites en Europe ne devrait atteindre les États-Unis.



On se sent plutôt bien dans cet environnement en tout cas aux places avant. A l'arrière malheureusement on retrouve logiquement le même grief qu'auparavant, avec un espace compté sur la banquette arrière. Le coffre toujours moyen là aussi, est reconduit tel quel. En cochant les bonnes cases sur le bon de commande, on dispose d'équipements sophistiqués rares pour une citadine, comme la conduite autonome de niveau 2.

Plus de puissance et une meilleure autonomie

Techniquement, la Corsa Electric récupère le bloc de 156 chevaux déjà vu sur la DS3 E-Tense ou le Jeep Avenger. Cette puissance supplémentaire s'avère évidemment plutôt bienvenue. D'autant plus qu'elle n'est pas synonyme d'autonomie en moins, avec la batterie gagnant quelques Wh de plus.

En fait, elle pèse même moins lourd de 5 kg par rapport à l'autre de moindre capacité. Si l'on met la main à la poche, on peut récupérer un chargeur AC de 11 kW. Compter 27 minutes pour passer de 10 à 80% en DC (100 kW). Effectivement au volant on constate une voiture plus agréable à conduire. Elle se sent un peu plus voyageuse que la 136 chevaux. En roulant normalement, sans adopter nécessairement un rythme favorisant la consommation, selon nos projections on peut s'imaginer dépasser aisément les 350 kilomètres. On peut ainsi probablement se rapprocher du chiffre WLTP de 400, même si dans la réalité évidemment personne n'attendra la panne sèche. Bien entendu, à partir du moment où l'on pose les roues sur l'autoroute, la consommation passe de 15 à plus de 20 kWh aux 100.

Un comportement dynamique

Notez que l'on ne dispose pas des 156 chevaux en mode Normal ou Eco. Il faut pour cela faire un kickdown. Le 0 à 100 km/h est chronométré en 8,1 s, ce qui ne trahit en rien la réactivité de la voiture, qui garde aisément tout le monde derrière entre deux feux verts en ville. Il faut tout de même se méfier sur sol humide comme lors du jour de notre essai, la motricité étant alors un peu trop facilement prise en défaut. La Corsa Electric s'avère agréable à conduire. Son gabarit de citadine et son poids contenu pour une électrique (1 469 kg) lui confèrent un bon comportement. La direction assez précise lui permet de se placer aisément en courbe. Il s'agit clairement de l'une des voitures du genre les plus dynamiques..

Peugeot 208 restylée

Elle a été la meilleure vente sur notre marché en 2020, 2021 et 2022. Seulement, distancée en 2023 par la Renault Clio, récemment restylée, la Peugeot 208 se devait de répliquer. C'est en cours, avec une grosse mise à jour. La Peugeot 208 de seconde génération est un best-seller. Première vente de Peugeot, elle a aussi été, trois années de suite entre 2020 et 2022, la meilleure vente toute catégorie confondue, sur le marché hexagonal. Mais en 2023, la Renault Clio lui a repris la couronne, qu'elle avait elle-même portée des années durant. Elle est d'ailleurs elle aussi restylée cette année. Pour donner un coup de fouet à sa citadine polyvalente star, Peugeot lui offre aujourd'hui une mise à jour relativement importante. Esthétiquement, cela se traduit par une face avant remaniée, avec une calandre encore plus haute et large que précédemment, mais surtout une nouvelle signature lumineuse pour les feux de jour. Comme sur le 2008 et la 508 restylée, le croc unique devient triple, de chaque côté du bouclier. Cela transforme pas mal la physionomie de la proue.

À l'arrière, le dessin des feux évolue, mais c'est plus sage dans les évolutions, tandis qu'à l'intérieur, le dessin n'évolue pas, mais l'écran multimédia passe à 10 pouces sur toutes les finitions (7 pouces auparavant sur les deux premières), et utilise le dernier système Peugeot, le i-Connect. La caméra de recul passe (enfin !) à la HD, et le pommeau du levier de vitesses adopte un nouveau design sur les boîtes mécaniques.

Un nouveau moteur électrique, plus d'autonomie

Côté moteurs, la 208 restylée garde la confiance des 1.2 Puretech 75 et 100 ch, adopte désormais le nouveau 1.2 Puretech hybride 100 ou 136 ch à boîte robotisée à double embrayage e-DCS6. La version électrique offre désormais un double choix : soit l'ancien moteur 136 ch accouplé à une batterie de 50 kWh (46 nets, 362 km d'autonomie) ou le nouveau moteur 156 ch et sa batterie de 51 kWh (48 nets, 410 km d'autonomie). Les tarifs démarrent désormais à 19 200 €, et culminent à 38 850 € pour le haut de gamme électrique.

Bientot des Polestar made in Renault !

Renault aurait-il trouvé quoi faire de Renault Korea Motors (RKM ex Samsung) ? En tout cas, RKM devrait assembler des Polestar pour l'exportation et le marché intérieur. Les liens entre Geely et Renault sont de plus en plus nombreux. 2024 pour RKM sera l'année de lancement de ses propres produits, hybrides. Mais, RKM a de plus grandes ambitions

pour son usine de Busan et doit devenir un "hub" de production et d'exportation. Aussi, Polestar, Geely Group et Renault Korea Motors ont trouvé un accord pour que RKM produise la Polestar 4, 100% électrique, au second trimestre 2025. Ces véhicules made in Korea seront destinés à la Corée du Sud, mais aussi à l'exportation vers l'Amérique du Nord.

L'usine est située idéalement sur le port maritime et peut donc ainsi exporter rapidement des véhicules. Pour RKM c'est un renouveau et un élément déterminant pour son avenir. Créée en 1995, l'usine de Busan a vu ses effectifs fortement diminuer ces derniers temps. Depuis 2022, Busan a basculé dans la production de véhicules électriques haut de

gamme des segments D et E. Ils sont destinés à son marché intérieur, mais également pour l'exportation. L'usine est actuellement largement sous-exploitée et ce renfort des Polestar 4 est le bienvenu. Surtout, il permet à Geely et Renault de continuer de tisser leurs liens. Et si l'Alliance Renault-Nissan se faisait remplacer par une Alliance Renault-Geely finalement ?

LUNETTES INTELLIGENTES Ray-Ban Meta : voir c'est croire

La nouvelle génération de lunettes est une révolution dans le domaine de la technologie portable

Dans un monde où la technologie s'intègre parfaitement à notre vie quotidienne, nous venons de faire un grand pas vers l'avenir des lunettes intelligentes. Préparez-vous pour une découverte surprenante ! Les nouvelles lunettes intelligentes Ray-Ban Meta, en partenariat avec EssilorLuxottica, sont là et changent à jamais votre façon de découvrir le monde. Imaginez des lunettes qui améliorent non seulement votre vision, mais aussi votre monde tout entier. Ce ne sont pas des lunettes de soleil ordinaires ; ce sont les lunettes du futur.

Une fusion de style et d'innovation

Commençons par ce qui attire immédiatement l'attention de ces lunettes intelligentes : le design. Ray-Ban sait bien ce que signifie le style intemporel et cet ADN a été infusé dans les lunettes Meta. Que vous soyez fan des lunettes emblématiques Wayfarer ou que vous ayez envie d'une touche de style rétro avec le design Headliner, vous n'avez que l'embarras du choix. Cependant, ce n'est qu'un début. Avec plus de 150 options de personnalisation de monture et de verres, vos lunettes Ray-Ban Meta deviennent une extension de votre personnalité. Et oui, ils sont également compatibles avec les lentilles dioptriques, afin que vous puissiez voir le monde à votre façon.

Voir c'est croire

Le monde à travers les verres des lunettes Ray-Ban Meta est tout simplement époustouflant. L'appareil photo ultra-large de 12 MP capture vos aventures avec des détails époustouflants. Que vous conquériez des sommets montagneux ou que vous parcouriez une galerie d'art, vos souvenirs seront aussi vifs que la réalité. Des vidéos 1080p jusqu'à 60 secondes vous garantissent de ne jamais manquer un moment digne d'être partagé. Oh, et le partage est simple : dites simplement « envoyer une photo » et regardez vos aventures par commande vocale se dérouler.

Son immersif, expériences immersives

Imaginez ceci : vous êtes à un concert, la basse résonne dans votre poitrine et vous voulez capturer l'énergie. Les lunettes Ray-Ban Meta offrent cela avec de tout nouveaux haut-parleurs conçus sur mesure. Des basses étendues, un volume plus élevé et un son directionnel impeccable garantissent que votre musique, vos appels et vos podcasts sonnent mieux que jamais. Lorsque vous enregistrez une vidéo, vous découvrirez la magie de la capture audio immersive qui donne vie à vos souvenirs.

La puissance et l'efficacité sont prises en compte
Sous l'extérieur chic se trouve la plate-forme



"JE N'AI RIEN SIGNÉ AVEC META" Quel est donc cet étrange message qui enflamme Facebook ?

Depuis quelques jours, de nombreux utilisateurs publient un message sur Facebook et invitent leurs contacts à copier/coller ce dernier. Si vous êtes un utilisateur de la plateforme Facebook, alors vous n'avez pas pu passer à côté d'un message récemment partagé par de très nombreux abonnés. Le message en question indique notamment en préambule : « Je n'ai rien signé avec Meta. La nouvelle règle Facebook/Meta commence demain où ils peuvent utiliser vos photos. N'oubliez pas que la date limite est aujourd'hui ! ». L'utilisateur est alors invité à demander solennellement à l'entité Meta de ne pas utiliser ses données personnelles.

Un étrange message viral sur Facebook...
De très nombreux messages ont émergé ce week-end sur Facebook, concernant de nouvelles règles permettant à Facebook d'utiliser les photos des utilisateurs. Ce dernier est rapidement devenu viral, et fait suite à la récente annonce de Meta concernant le lancement d'un abonnement payant, visant à permettre à l'utilisateur de se débarrasser des publicités sur la plateforme. Mieux (ou pire) encore, afin de faciliter le partage aux utilisateurs les plus crédules, et les moins aguerris en informatique, le message se charge d'expliquer la technique du copier/coller : « Maintenez votre doigt enfoncé n'importe où dans ce message et « copier » apparaîtra. Cliquez sur « copier ». Ensuite, allez sur votre page, créez un nouveau message et placez votre doigt n'importe où dans le champ vide. « Coller » apparaîtra et cliquez sur Coller. Cela contournera le système... Qui ne fait rien consent ».

Mais qui n'a, encore une fois, aucune valeur juridique

Évidemment, ce type de message est dénué de toute valeur juridique et d'intérêt. Certains se remémoreront sans doute un message similaire, publié il y a quelques années, et invitant alors les utilisateurs à exprimer leur volonté de pouvoir continuer à utiliser Facebook gratuitement, là encore, en copiant un message (inutile) sur leur mur. Quand bien même le message se veut alarmiste, le fait de le recopier sur son mur n'aura aucun intérêt si ce n'est celui de polluer un peu plus le fil d'actualité de ses contacts. Pour gérer au mieux les données glanées par Facebook, il convient de se rendre dans les paramètres de confidentialité de l'application. Toutefois, en s'inscrivant sur un réseau social (ou en utilisant un site web, une application...), on en approuve en amont les règles de base qui le définissent. Ces conditions d'utilisation, acceptées par les utilisateurs dès leur inscription, sont les seuls textes régissant la collecte de données. Le moyen le plus efficace pour éviter toute réutilisation abusive des données personnelles reste de ne pas s'abonner.

Qualcomm Snapdragon AR1 Gen1, un chef-d'œuvre d'efficacité. Non seulement il gère bien le traitement de photos et de vidéos de haute qualité, mais il assure également une utilisation fluide. Avez-vous l'impression que votre batterie est sur le point de mourir ? Le boîtier de chargement repensé offre jusqu'à huit charges supplémentaires pour un total de 36 heures d'utilisation. Plus fin et plus petit, c'est le compagnon idéal pour votre style de vie actif.

Le confort rencontre le contrôle

Qu'est-ce que l'innovation sans le confort ? Ray-Ban a écouté les commentaires des utilisateurs du modèle de lunettes précédent. Ces lunettes intelligentes sont désormais plus légères et plus confortables que jamais. Leur conception étanche (IPX4) signifie que vous pouvez les porter sans souci dans diverses conditions. La sensibilité tactile a été améliorée et des signaux audio interactifs ont été ajoutés pour un contrôle plus rapide et plus fiable.

Diffusion en direct sans rien tenir entre vos mains

Avez-vous déjà eu envie de partager votre point de vue avec le monde à un moment précis ? Maintenant vous pouvez. Les lunettes Ray-Ban Meta vous permettent de diffuser en

direct directement sur Facebook ou Instagram. Interagissez avec votre communauté en temps réel en vous immergeant pleinement dans l'instant présent, le tout en mains libres

Rencontrez votre assistant : Meta AI

"Hey Meta, quel temps fait-il aujourd'hui ?" D'une simple commande vocale, Meta AI, votre assistant conversationnel avancé, est prêt à vous aider. Il est optimisé pour une expérience sans soucis en déplacement. Que vous souhaitiez booster votre créativité, récupérer des informations ou gérer des fonctionnalités, Meta AI est là pour vous. Bien que cette fonctionnalité ne soit disponible qu'en version bêta aux États-Unis, elle donne un aperçu de l'avenir des interactions basées sur l'IA. Terminons ce voyage vers le futur avec Lunettes intelligentes Ray-Ban Meta. Il ne s'agit pas seulement du produit ; c'est un compagnon qui vous emmènera dans des aventures inoubliables et vous permettra de partager votre monde avec le monde. Et lorsque vous le portez, vous êtes le héros de votre propre film et l'histoire est entre vos mains.

Il transforme une vieille Wii en Mac Mini... C'est bluffant !

Qui l'aurait cru ? La Wii se trouve une toute nouvelle utilité en cette fin d'année 2023. Oubliez Wii Sports et consorts, puisque c'est en tant que Mac Mini que la console de Nintendo pourra désormais vous être utile. Commercialisée depuis le mois de décembre 2006, la Nintendo Wii soufflera bientôt sa 17^e bougie. À l'orée de son vingtième anniversaire, la console de Big N, qui a marqué toute une génération, est désormais tombée dans l'oubli. Mais ça, c'était avant qu'un Youtubeur ne décide de s'équi-

per de ses meilleurs outils (et de beaucoup de talent) pour lui offrir un second souffle. En revanche, ce n'est pas en tant que console de jeu que la Wii vous proposera ses services, mais bien comme ordinateur de bureau Apple.

Quand la Wii se reconvertit en Mac Mini

Ce vidéaste américain s'appelle Luke Miani et il ne manque définitivement pas de talent et d'imagination. L'année dernière, il s'est amusé à imaginer un concept quelque peu farfelu : transformer une

Nintendo Wii en Mac M1 Mini. Pour ce faire, il s'est armé de ses meilleurs outils pour désosser les deux appareils. Une première tâche qui, heureusement, ne s'est pas révélée être de grande ampleur. Mais l'opération n'a pas pour autant été un long fleuve tranquille... Le Youtubeur a d'abord été contraint de découper la coque de sa Nintendo Wii afin de pouvoir y insérer les composants du Mac Mini. Bien que les dimensions des deux appareils soient assez proches, force est de constater que les

deux boîtiers présentent malgré tous des différences de taille. Dans un second temps, notre ami expert en opérations électroniques a été confronté à un nouvel obstacle : la consommation énergétique. Si le voltage de la Nintendo Wii suffisait à faire tourner le Mac Mini, ce dernier avait néanmoins besoin de plus de jus pour pouvoir fonctionner de façon optimale. Luke Miani s'est alors emparé d'un chargeur de Microsoft Surface pour adapter le voltage du port d'alimentation de la Wii.

Mots fléchés

Cochon sauvage Cliché	Mesurer le bois Gros	Place des pubs Arrose Béziers	Donner un nom Île de France	Suite de mots Herbes aquatiques	Sous roumains Excitation	Verre résistant
						Excès
Ria Mordant			Rapace Secouer			
			Souverain déchu		Xénon du chimiste	
Tente Aiguiser		Anciennes mesures Chicane				
			Commune de l'Orne Assas-sinat		Il ne paît plus	Rassembler
Trimer	Sarclé	Avirons Morceau de squelette			Transpirer Remède	
				Gobelet Titane		
Tenace Épée			Renfort Éclore		Flotte	
		Altérer Entre-mêler			Agence spatiale Nouvelles normes Cérémonial	
Scandale	Orgueil Îlot de verdure			Terme de poli-tesse Président chinois		
		Premier de France	Boursier Service de police			
Concert pour la belle Amour d'Isis				Auxili-aire d'armée Canine		Renvoyées à la chambre Entouré
			Kiki Amusé		Aurochs Origine	
Bat le roi	Téléphone d'avant			Golf Symbole de dureté		
	Céramique	Femme soldat	Du nord Petit sein			
Écran	Cousin du lama Salut romain				Métro	Largeur le papier Héros de Spielberg
				Marchand de journaux Année		
Marquise Équerres				Greffer		
		Colorer			Sélénium au labo	

2024 pourrait être plus chaude que 2023

Un expert de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a souligné, lundi, les conséquences du phénomène El Nino qui affecte tous les continents avec des événements météorologiques extrêmes et affirmé qu'il y a une « forte probabilité » que 2024 soit encore plus chaude que 2023. Novembre marque le début de la phase la plus prononcée du phénomène climatique El Nino, qui devrait durer jusqu'en janvier, selon l'OMM. Le spécialiste du climat de l'agence, Alvaro Silva, a confirmé les prévisions, avançant une probabilité de 90% que l'événement climatique dans son ensemble ne se terminera qu'en avril 2024. Il affirme qu'El Nino contribuera à un réchauffement encore plus important de la planète l'année prochaine, avec la possibilité de nouveaux records de température mondiale.



PRÉSIDENTENCE

Tebboune a reçu le ministre des Relations extérieures de la République du Nicaragua

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, ce lundi, le ministre des Relations extérieures de la République du Nicaragua, M. Denis Moncada Colindres, selon un communiqué de la Présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf et du directeur de cabinet de la Présidence de la République par intérim, M. Boualem Boualem, a précisé la même source.

TRAGÉDIE À ORAN

Cinq morts carbonisés dans un accident de la route

Cinq personnes ont péri carbonisées et quatre autres blessées dans un accident de la route hier lundi près de Oued Tlalat au sud-est de la wilaya d'Oran. Selon la Protection civile, le drame s'est produit après le dérapage d'un camion sur le chemin de wilaya n°35 entre El Beria et Oued Tlalat. Après avoir dérapé pour des raisons encore inconnues, le camion a pris feu, ce qui a provoqué une tragédie. Le bilan est terrible : cinq morts carbonisés et quatre personnes atteintes de brûlures. Les blessés ont été évacués à l'hôpital de l'USTO et les morts transportés à la morgue du même établissement. L'accident s'est produit en début de matinée. La Protection civile a mobilisé d'importants moyens matériels et humains : 40 agents, cinq ambulances dont deux médicalisées et cinq camions de lutte anti-incendie. Sur la photo publiée sur la page Facebook de la Gendarmerie nationale, on peut constater que le camion n'est pas aménagé pour le transport des personnes.

ALGÉRIE-CHINE

Signature d'un programme d'action conjoint pour l'année 2024

Un programme d'action conjoint pour l'année 2024 a été signé, dimanche, entre le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et l'Académie nationale chinoise de gouvernance, afin de renforcer la coopération entre les deux organismes en matière d'apprentissage, de formation, d'échange de connaissances et d'organisation d'ateliers conjoints. Ce programme d'action a été cosigné par le Secrétaire général (SG) du ministère de l'Intérieur, Larbi Merzoug, et le vice-président de l'Académie chinoise, Gong Weibin.

Ledit programme prévoit l'organisation de sessions de formation conjointes sur la e-gouvernance et les villes intelligentes, ainsi que des programmes conjoints de recherche scientifique dans les deux pays. Le SG du ministère a précisé, à cette occasion, que la signature dudit programme entre l'Algérie et la Chine était "une occasion pour renforcer et enrichir les activités de coopération dans les domaines de la formation et de l'échange d'expériences entre les deux pays". Et d'ajouter que la visite d'Etat du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune en République populaire de

Chine en juillet dernier, "traduit l'authenticité des relations de solidarité et de coopération unissant les deux pays", indiquant que cette visite "a connu un grand succès sur différents plans, de même qu'elle a été l'occasion pour convenir d'intensifier la concertation politique, approfondir le partenariat économique et renforcer les échanges entre les deux pays dans divers domaines". De son côté, M. Gong Weibin a affirmé que "son pays apprécie hautement son partenariat avec l'Algérie", prévoyant "d'élargir, dans un futur proche, la coopération bilatérale à d'autres domaines".

APN

Séance plénière mardi consacrée au vote de trois textes de loi

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra mardi ses travaux en séance plénière consacrée au vote de trois textes de loi et à l'adoption de dispositions objet de désaccord entre les deux chambres du parlement, indique un communiqué de l'APN. L'APN reprendra mardi ses travaux en séance plénière consacrée au vote de la proposition de loi organique modifiant et complétant la

loi 18-15 relative aux lois de finances, modifiée et complétée, du projet de loi relatif à la presse écrite et à la presse électronique, et du projet de loi sur l'activité audiovisuelle, note le communiqué. Il s'agit également, selon la même source, de l'adoption de la disposition, objet de désaccord, du texte de loi relatif à la protection et la préservation des terres relevant du domaine de l'Etat (article 2), de

l'adoption de la disposition, objet de désaccord, du texte de loi fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement (article 2), outre l'adoption des dispositions, objet de désaccord, dans le texte de loi relatif aux forêts et au patrimoine forestier (articles 27 et 163), conclut la même source.

TRAITÉ SUR LA POLLUTION PLASTIQUE

De nouvelles négociations décisives au Kenya

Du 13 au 19 novembre, les représentants de 175 pays se pencheront sur un projet de traité international destiné à contenir des dispositions contraignantes pour lutter contre la pollution plastique mondiale. En une semaine, ils devront en choisir les orientations majeures.

Ce n'est qu'une étape intermédiaire dans un processus déjà entamé et destiné à durer jusqu'à fin 2024, mais non moins cruciale pour autant. Les négociations d'un premier traité mondial luttant contre la pollution plastique rouvraient ce lundi 13 novembre au Kenya, pour un troisième round réunissant

à Nairobi les représentants de 175 pays. Les négociateurs devront notamment se pencher sur un projet de traité publié en septembre. Une version « zéro » (« zero draft ») qui met toutes les options sur la table, des plus timides aux plus drastiques, afin d'adresser ce fléau mondial.

AÉRONAUTIQUE

Boeing conclut un accord majeur avec Emirates pour les avions 777X

Boeing Co se rapproche d'une commande importante pour son modèle gros-porteur 777X auprès d'Emirates, selon des sources proches du dossier, ce qui donnerait un coup de pouce important à un programme qui a des années de retard. « Déjà le plus gros acheteur du 777X, Emirates s'apprête à commander un nombre élevé à deux chiffres de gros-porteurs », ont déclaré les sources. Dans le cadre de cet accord, la filiale régionale FlyDubai pourrait prendre en charge certaines commandes du plus petit 787 Dreamliner destinées à Emirates, ont indiqué les sources.

ZONE EURO

La BCE met en garde contre le risque de crise de la dette

Un haut responsable de la Banque centrale européenne a mis en garde lundi contre le risque de nouvelle crise de la dette en zone euro, dans un contexte de taux élevés et de creusement des déficits budgétaires. « Des coûts de financement plus élevés et des politiques budgétaires moins pru-

dentes pourraient raviver les inquiétudes quant à la viabilité de la dette souveraine, en particulier dans les pays où les niveaux d'endettement sont déjà élevés », a averti Luis de Guindos, vice-président de la BCE, dans un discours prononcé à Francfort. Entre 2010 et 2012, l'Europe a été confrontée à une crise de

la dette partie de Grèce, surendettée et incapable de se refinancer sur les marchés, avant de se propager à d'autres pays. L'épisode avait fait craindre un risque d'implosion de la zone euro. Aujourd'hui c'est surtout l'Italie, dirigée par la cheffe du gouvernement Giorgia Me-

loni, qui inquiète compte tenu de son énorme dette publique. Dans la période actuelle toutefois, les « spreads » sur les marchés des obligations d'Etat – écarts de rendement entre l'emprunt allemand, qui fait référence, et ceux d'autres pays en zone euro sont « restés contenus », a certes rassuré le banquier central.